



**FIDA**  
**FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE**  
**Conseil d'administration - Soixante-seizième session**  
Rome, 4-5 septembre 2002

**RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT**

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À LA

**RÉPUBLIQUE DU YÉMEN**

POUR LE

**PROJET DE DÉVELOPPEMENT RURAL PARTICIPATIF DANS LA RÉGION DE  
DHAMAR**



## TABLE DES MATIÈRES

<b>TAUX DE CHANGE</b>	<b>iii</b>
<b>POIDS ET MESURES</b>	<b>iii</b>
<b>SIGLES ET ACRONYMES</b>	<b>iii</b>
<b>CARTE DE LA ZONE DU PROJET</b>	<b>iv</b>
<b>RÉSUMÉ DU PRÊT</b>	<b>v</b>
<b>NOTE DE PRÉSENTATION</b>	<b>vi</b>
<b>PREMIÈRE PARTIE – SITUATION ÉCONOMIQUE, CONTEXTE SECTORIEL ET STRATÉGIE DU FIDA</b>	<b>1</b>
A. Situation économique et secteur agricole	1
B. Enseignements tirés de l'expérience acquise par le FIDA	3
C. Stratégie du FIDA pour la collaboration avec le Yémen	4
<b>DEUXIÈME PARTIE – LE PROJET</b>	<b>5</b>
A. Région du projet et groupe cible	5
B. Objectifs et portée	6
C. Composantes	6
D. Coûts et financement	7
E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes	10
F. Organisation et gestion	10
G. Justification économique	11
H. Risques	12
I. Impact sur l'environnement	12
J. Aspects novateurs	13
<b>TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ</b>	<b>14</b>
<b>QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION</b>	<b>14</b>
<b>ANNEXE</b>	
<b>RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ</b>	<b>15</b>



## APPENDICES

<b>I. COUNTRY DATA</b> <b>(DONNÉES SUR LE PAYS)</b>	<b>1</b>
<b>II. PREVIOUS IFAD FINANCING</b> <b>(FINANCEMENT ANTÉRIEUR DU FIDA)</b>	<b>2</b>
<b>III. LOGICAL FRAMEWORK</b> <b>(CADRE LOGIQUE)</b>	<b>3</b>
<b>IV. QUANTITATIVE INPUTS, TARGETS AND KEY PROJECT FACTORS</b> <b>(APPORTS QUANTIFIÉS, OBJECTIFS ET FACTEURS CLÉS DU PROJET)</b>	<b>8</b>
<b>V. SUMMARY COST AND FINANCING TABLES</b> <b>(TABLEAUX RÉCAPITULATIFS DES COÛTS ET DE FINANCEMENT)</b>	<b>9</b>
<b>VI. ORGANIZATION AND MANAGEMENT</b> <b>(ORGANISATION ET GESTION)</b>	<b>11</b>
<b>VII. FINANCIAL AND ECONOMIC ANALYSIS</b> <b>(ANALYSE FINANCIÈRE ET ÉCONOMIQUE)</b>	<b>17</b>



### TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	Rial yéménite (YER)
1,00 USD	=	173 YER
1,00 YER	=	0,006 USD

### POIDS ET MESURES

Système métrique

### SIGLES ET ACRONYMES

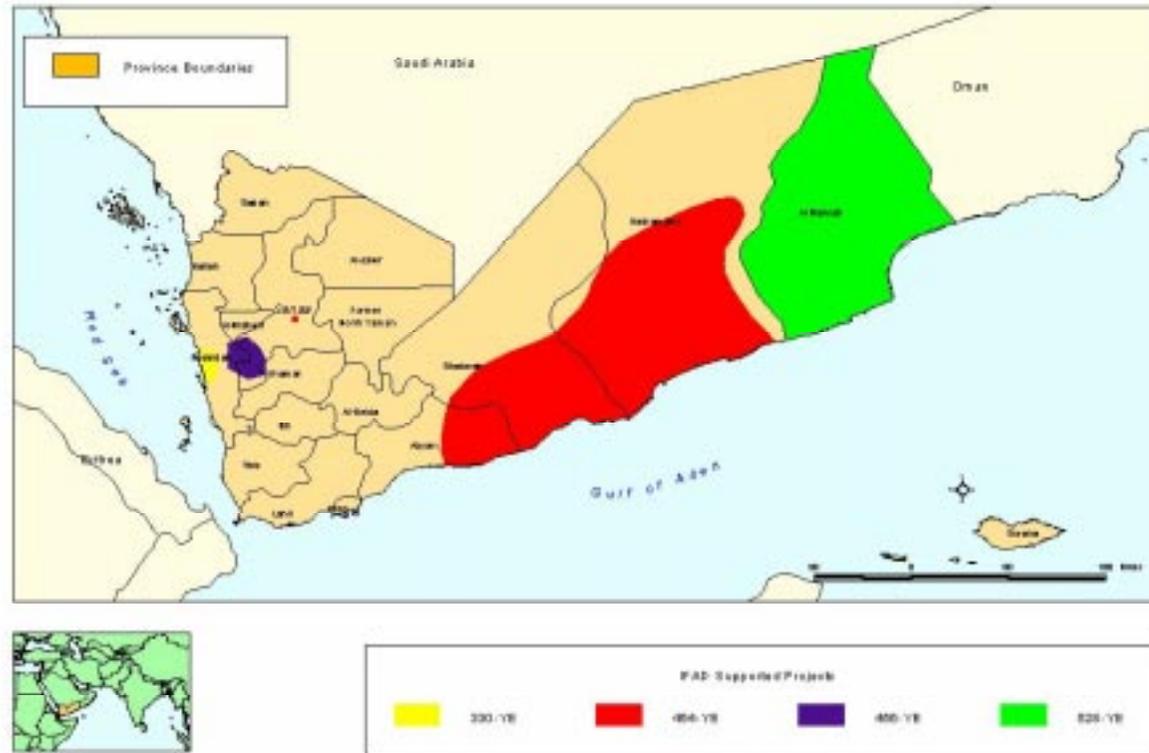
BGP	Bureau de gestion du projet
FADES	Fonds arabe pour le développement économique et social
ONG	Organisation non gouvernementale
PAM	Programme alimentaire mondial
PIB	Produit intérieur brut
S&E	Suivi et évaluation
YER	Rial yéménite

### GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU YÉMEN

Année budgétaire

1<sup>er</sup> janvier - 31 décembre

## CARTE DE LA ZONE DU PROJET



Source: FIDA

*Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.*



## RÉPUBLIQUE DU YÉMEN

### PROJET DE DÉVELOPPEMENT RURAL PARTICIPATIF DANS LA RÉGION DE DHAMAR

#### RÉSUMÉ DU PRÊT

<b>INSTITUTION INITIATRICE:</b>	FIDA
<b>EMPRUNTEUR:</b>	République du Yémen
<b>ORGANISME D'EXÉCUTION:</b>	Ministère de l'agriculture et de l'irrigation
<b>COÛT TOTAL DU PROJET:</b>	22,66 millions de USD <sup>a/</sup>
<b>MONTANT DU PRÊT DU FIDA:</b>	10 900 000 DTS (équivalant à approximativement 14,01 millions de USD)
<b>CONDITIONS DU PRÊT DU FIDA:</b>	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
<b>COFINANCEURS:</b>	Pays-Bas Programme alimentaire mondial (PAM)
<b>MONTANT DU COFINANCEMENT:</b>	Pays-Bas: 2,16 millions de USD PAM: 4,36 millions de USD
<b>CONDITIONS DU COFINANCEMENT:</b>	Pays-Bas: don PAM: aide alimentaire
<b>CONTRIBUTION DE L'EMPRUNTEUR:</b>	1,49 million de USD
<b>CONTRIBUTION DES BÉNÉFICIAIRES:</b>	628 680 USD
<b>INSTITUTION CHARGÉE DE L'ÉVALUATION PROSPECTIVE:</b>	FIDA
<b>INSTITUTION COOPÉRANTE:</b>	Fonds arabe pour le développement économique et social (FADES)

---

<sup>a/</sup> Les chiffres sont arrondis.

## NOTE DE PRÉSENTATION

**Qui sont les bénéficiaires?** Le groupe cible se compose principalement des ménages qui vivent au-dessous du seuil de pauvreté dans les sept districts montagneux de l'ouest du pays – Jabal Al-Sharq, Maghrib Ans, Utmah, Wusab Al-Ali, Wusab Al-Safil et Manar – et dans les régions les plus reculées de Dawran, et de 15% du total des ménages ruraux qui vivent dans les plaines de montagne (Hada, Meifa'a Ans, Ans, Jahran et les basses terres de Dawran). Le nombre total de ménages bénéficiaires est estimé à 55 632, répartis entre 3 127 villages.

**Pourquoi sont-ils pauvres?** Des ressources naturelles limitées et l'insuffisance de l'infrastructure et des services dans les régions rurales reculées sont les principales causes de la pauvreté rurale dans l'ensemble du pays. Ces contraintes existent également à Dhamar, où jusqu'à 70% de la population des villages des hautes terres, qui pratiquent une agriculture pluviale, vivent au-dessous du seuil de pauvreté. Des communautés tout entières vivent dans la misère et le dénuement, dans des conditions qui, dans certains cas, n'ont pas changé depuis des siècles. Les femmes, qui sont principalement celles qui s'occupent de l'élevage, de l'agriculture et de l'économie familiale, se heurtent à des difficultés supplémentaires du fait d'un analphabétisme généralisé, de droits limités en ce qui concerne la propriété ou le contrôle des avoirs et d'une participation restreinte à la vie sociale et aux affaires publiques.

**Que leur apportera le projet?** L'objectif d'ensemble du projet est de renforcer la sécurité alimentaire des agriculteurs de subsistance, d'élever les revenus familiaux et d'améliorer les conditions de vie et la participation au développement des ménages de petits exploitants et des communautés villageoises de Dhamar. À cette fin, l'on s'emploiera à mettre les communautés, et en particulier les femmes et les pauvres, mieux à même de se mobiliser et de s'organiser pour participer à la planification du développement et à l'exécution des projets et d'en tirer directement des avantages; à éliminer les principales contraintes physiques, sociales et d'infrastructure à la productivité et au progrès; et équiper et appuyer les ménages d'agriculteurs pour les aider à accroître leur production et à pouvoir ainsi compter sur un approvisionnement alimentaire de base, produire des excédents pouvant être vendus et réaliser des activités génératrices de revenus.

**Comment les bénéficiaires participeront-ils au projet?** La stratégie de mise en œuvre du projet tient compte de la nécessité de renforcer la cohésion sociale et d'améliorer l'organisation au niveau communautaire pour pouvoir entreprendre une planification participative réaliste et définir clairement les rôles et responsabilités de toutes les parties prenantes et d'allouer judicieusement les ressources disponibles aux fins du projet. Pendant l'exécution du projet, par conséquent, l'on s'attachera à appuyer et à mettre en œuvre les principes de gestion améliorée et d'obligation redditionnelle dans la prestation des services fournis par les secteurs public ou privé. Ainsi, les activités prévues au titre du projet seront réalisées par des organismes/institutions d'exécution des secteurs public ou privé sur la base de contrats annuels qui pourront être renouvelés si leurs performances donnent satisfaction. Les paiements, assortis d'un système de primes et de pénalités, seront liés aux résultats obtenus.

**Coûts du projet et cofinancement.** Le coût total du projet est estimé à 22,66 millions de USD (4 236 millions de YER) sur une période de sept ans. Les coûts de base se montent à 20,07 millions de USD, et les provisions pour aléas d'exécution et aléas financiers se chiffrent à 324 044 USD et 2,26 millions de USD respectivement. Le financement du FIDA représenterait 14,01 millions de USD, soit 61,9% du coût total du projet. Un cofinancement sera fourni par les Pays-Bas et par le Programme alimentaire mondial (PAM) pour un montant de 2,16 millions de USD (9,5%) et 4,36 millions de USD (19,3%) respectivement. Le gouvernement versera une contribution de 1,49 million de USD (6,6%) et celle des bénéficiaires sera de 628 680 USD (2,8%).

**RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA**  
**AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À**  
**LA RÉPUBLIQUE DU YÉMEN**  
**POUR**  
**LE PROJET DE DÉVELOPPEMENT RURAL PARTICIPATIF DANS LA RÉGION DE**  
**DHAMAR**

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de prêt à la République du Yémen d'un montant de 10,90 millions de DTS (équivalant approximativement à 14,01 millions de USD), à des conditions particulièrement favorables, en vue de contribuer au financement du projet de développement rural participatif dans la région de Dhamar. Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de dix ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an. Il sera administré par le Fonds arabe pour le développement économique et social (FADES) en tant qu'institution coopérante du FIDA.

**PREMIÈRE PARTIE – SITUATION ÉCONOMIQUE, CONTEXTE SECTORIEL ET STRATÉGIE DU FIDA<sup>1</sup>**

**A. Situation économique et secteur agricole**

1. Le Yémen, pays à faible revenu et à déficit vivrier qui est au nombre des pays les moins avancés, est l'un des pays les plus pauvres du monde aussi bien en termes de produit intérieur brut (PIB) par habitant, qui est tombé de 525 USD en 1990 à 350 USD actuellement, qu'au regard de la plupart des indicateurs des niveaux de vie. Environ 52% des enfants de moins de 5 ans souffrent de troubles de croissance par suite d'une malnutrition chronique. Seulement 16% de la population a accès aux soins de santé et 61% à l'eau potable. Le taux de mortalité infantile est élevé – 76 pour 1 000 naissances vivantes – et le taux de mortalité maternelle – 1 400 pour 100 000 naissances vivantes – est l'un des plus élevés du monde. Globalement, le taux d'alphabétisation est estimé à 40%, environ mais n'est que de 15% pour les femmes rurales, soit le taux le plus bas de toute la région du Moyen-Orient. Le taux global de scolarisation est de 55% mais plus de 20% des garçons et 50% des filles de 10 ans n'ont jamais fréquenté l'école.

2. Le gouvernement a réussi à enrayer le sérieux déclin de l'activité économique qui s'est produit après l'unification du pays grâce à une série de réformes audacieuses tendant à remédier aux déséquilibres économiques et à promouvoir la démocratie. Entre 1995 et 1997, le taux de croissance économique a été de 6,4% et, en 2000, le taux d'inflation est tombé de 71% à 3,9%. Néanmoins, l'économie demeure lourdement tributaire du pétrole (et des fluctuations de son prix sur les marchés internationaux) et, dans une moindre mesure, des fonds rapatriés par les Yéménites travaillant à l'étranger.

3. Les priorités actuelles de la politique et de la stratégie de développement économique du gouvernement sont les suivantes: renforcement de l'autonomie des administrations locales grâce à la décentralisation; création d'un climat propice aux investissements du secteur privé; et amélioration aussi bien de l'allocation des ressources que de la stabilité économique et financière. Cependant, les réformes de la fonction publique, du secteur financier, de l'administration et de la magistrature n'avancent que lentement.

---

<sup>1</sup> Voir l'appendice I pour de plus amples informations.



4. Le Yémen est un pays essentiellement rural où l'agriculture représente 58% de l'emploi total mais, du fait de l'importance croissante du secteur pétrolier, ne génère plus que 17% du PIB, contre 30% pendant les années 90. Vers la fin des années 90, le taux de croissance moyen du secteur agricole n'a été que de 2% par an, soit un chiffre bien inférieur au taux d'accroissement démographique. Les disponibilités alimentaires dépendent surtout des importations, qui représentent 78% des approvisionnements en céréales alors même que 81% du total des terres cultivées sont ensemencées de céréales. Les produits alimentaires de grande consommation, dont l'importation est libre, sont largement disponibles mais l'accès à l'alimentation constitue un problème pour 34% des populations rurales.

5. Au Yémen, l'agriculture est restée très traditionnelle jusqu'aux années 60. Après le boom pétrolier de 1970, le secteur agricole a enregistré une expansion rapide pendant le reste de la décennie et pendant les années 80 et ses structures se sont transformées sous l'effet d'investissements considérables, d'une expansion des marchés et de politiques protectionnistes. À l'heure actuelle, ce secteur est caractérisé par une activité généralement orientée vers le marché; l'expansion de l'irrigation par l'eau souterraine a rendu le pays autosuffisant en fruits et légumes (ce à quoi a contribué une interdiction des importations) mais cette autonomie est fragilisée par des limitations croissantes de disponibilités en eau; l'explosion des cultures de *qat* (plante locale), qui couvrent aujourd'hui un dixième des meilleures terres agricoles; une forte dépendance à l'égard des importations de céréales, jointe à la marginalisation de l'économie céréalière, à la réduction des superficies ensemencées de céréales et, de ce fait, à la dégradation des bassins versants et des cultures en terrasse; une stagnation de l'élevage traditionnel; l'absence, récemment, de réelles améliorations de la productivité et, d'une manière générale, des méthodes de gestion et une productivité médiocre; des liens ténus avec l'industrie; une orientation vers l'intérieur; et des exportations très limitées.

6. Bien que les terres arables, soit 1,7 million d'hectares, ne représentent que 3% du total de la superficie du pays, il existe de bonnes possibilités d'accroissement de la production agricole. Nombre de récoltes, notamment le coton, le raisin, la papaye, le café, le sésame, le safran, les plantes colorantes, l'arachide et les plantes médicinales (qui sont cultivées au Yémen depuis très longtemps mais dont les débouchés n'ont pas été développés), offrent des perspectives d'amélioration de la productivité et un potentiel considérable de croissance sur les plans économique et technique. L'on pourrait par ailleurs beaucoup améliorer l'utilisation de l'eau et les méthodes de culture ainsi que la génétique des plantes et éliminer les pertes après les récoltes et le manque d'efficacité des circuits de commercialisation afin d'accroître la valeur ajoutée. L'efficacité des petits élevages pourrait être considérablement accrue grâce à l'introduction de suppléments minéraux et des mesures zoosanitaires et à une amélioration des étables et des plantes fourragères. Étant donné le taux élevé d'accroissement démographique, les débouchés nationaux pour les produits agricoles, déjà vastes, augmentent rapidement et, à mesure que l'urbanisation progresse et que les revenus augmentent peu à peu, la demande de produits alimentaires de plus grande valeur s'accroîtra certainement. Étant donné ses ressources naturelles limitées, l'avantage comparatif du pays réside dans des produits de valeur et ses meilleures perspectives d'exportation sont des créneaux spécialisés comme le café moka, l'encens, le safran, la myrrhe, etc.

7. La base de ressources naturelles du Yémen, déjà limitée, est extrêmement sollicitée et les nappes phréatiques diminuent rapidement, en même temps que les bassins versants et les parcours en amont se dégradent, ce qui a pour effet à la fois d'aggraver l'érosion et de réduire la recharge des eaux souterraines. Si l'on veut tirer parti des possibilités de croissance dans le secteur agricole, il faudra donc améliorer la productivité en exploitant la technologie, le capital et la main-d'œuvre relativement bon marché du pays pour que la base de ressources existante puisse générer une valeur ajoutée accrue. Toutefois, la croissance ne pourra être durable et équitable que si l'on veille à préserver la base de ressources. Les prélèvements excessifs d'eaux souterraines, la dégradation des bassins versants en amont et les inondations constituent les principales menaces à une agriculture durable. L'extraction

d'eaux souterraines pour l'irrigation des cultures, sans recharge, épuise les nappes aquifères à tel point qu'elles ne peuvent plus se régénérer, d'autant que les précipitations au Yémen semblent également être en baisse. D'un autre côté, le secteur de l'agriculture pluviale, qui est celui où les systèmes de production sont, et de loin, les plus rationnels et où les méthodes de collecte et d'utilisation de l'eau pourraient être améliorées, a été négligé jusqu'à présent.

## **B. Enseignements tirés de l'expérience acquise par le FIDA<sup>2</sup>**

8. À ce jour, le FIDA a financé au Yémen 15 projets pour un montant total de 139,0 millions de USD dans des domaines comme le développement régional, les services agricoles, l'irrigation de crue, le crédit et la pêche. Les principaux enseignements tirés des opérations menées par le FIDA au Yémen au cours des 20 dernières années peuvent être résumés comme suit:

- a) **Complexité des projets.** Les contraintes imposées par la bureaucratie et les difficultés rencontrées pour ce qui est de la coordination interministérielle et interorganisations portent à conclure que les projets devraient reposer sur une conception simple et des objectifs précis, être bien ciblés, porter sur des régions géographiques circonscrites et être exécutés selon des procédures bien déterminées avec une claire répartition des responsabilités.
- b) **Gestion participative de l'irrigation.** Les agriculteurs savent que, pour réussir, ils ont besoin d'un approvisionnement stable et fiable en eau. L'importance des associations d'usagers de l'eau est de plus en plus généralement reconnue. Ces associations, en effet, représentent les droits des agriculteurs et gèrent l'irrigation des exploitations. Il importe, dans le cadre des projets, d'exploiter les possibilités qu'offrent ces associations et les groupes participatifs semblables comme agents d'autonomisation et d'exécution.
- c) **Crédit.** Les projets peuvent jouer un rôle de catalyseur et d'innovation en matière de fourniture de crédits. Les conditions de participation des institutions et/ou intermédiaires financiers devraient être conçues de manière à susciter de leur part un engagement entier et à long terme. Des initiatives futures des institutions de fourniture de crédits devraient être fondées sur des contrats bien définis et des incitations financières appropriées.
- d) **Participation des femmes au développement.** Étant donné les susceptibilités culturelles des communautés, les services de vulgarisation, de formation et autres doivent être conçus de façon souple pour que l'on puisse atteindre efficacement les femmes et les faire participer aux activités des projets, que ce soit en groupes mixtes ou distincts, selon les conditions et convictions locales.
- e) **Approche diversifiée.** À elle seule, l'agriculture ne suffira probablement pas à élever suffisamment les revenus des ménages ni à stimuler comme il convient un développement économique plus large dans les régions peuplées. Il faudra par conséquent s'efforcer de promouvoir les entreprises extra-agricoles, les entreprises non agricoles et les entreprises de services pouvant accroître l'emploi et les revenus et encourager les affaires et contribuer à réduire les problèmes de commercialisation.

---

<sup>2</sup> Voir l'appendice II pour de plus amples informations.

## **C. Stratégie du FIDA pour la collaboration avec le Yémen**

### **Politique élaborée par le Yémen pour éradiquer la pauvreté**

9. Il ressort de la dernière enquête sur la pauvreté au Yémen que la pauvreté s'est nettement aggravée dans l'ensemble du pays et que le problème affecte aujourd'hui 34% des ménages, soit près de 5 millions de personnes. Environ 18% de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté, cette situation étant habituellement définie comme l'incapacité d'acquérir un assortiment de produits alimentaires apportant 2 200 kcal par jour. L'incidence de la pauvreté varie beaucoup entre hommes et femmes, entre régions rurales et urbaines et entre gouvernorats. En milieu rural, la pauvreté absolue est nettement plus élevée (35%) que dans les villes (25%), et les plus affectés sont les ménages dirigés par les femmes.

10. La pauvreté endémique du Yémen tient principalement à la base de ressources limitée du pays et à un accroissement démographique rapide, et elle est encore aggravée par: i) un régime de propriété ou de contrôle – et une surexploitation – des ressources naturelles clés, et spécialement de la terre et de l'eau, qui privilégie quelques secteurs relativement aisés de la société; ii) le tarissement soudain des rapatriements de fonds des travailleurs à l'étranger; iii) la réduction des subventions de l'alimentation; iv) la raréfaction des possibilités d'emploi, particulièrement dans le secteur public; et v) l'insuffisance de l'infrastructure, des installations et des services. La pauvreté peut être envisagée sous l'angle des revenus et des conditions de vie, mais le phénomène est plus fréquent et plus aigu en milieu rural, où les installations et les services sont sérieusement déficients. Les femmes sont particulièrement affectées en raison des contraintes qui sont imposées à leur mobilité et à leur visibilité en public.

11. Les groupes pauvres les plus vulnérables sont généralement considérés comme étant les femmes, spécialement les veuves et les femmes chefs de ménage; les ouvriers sans terre et les travailleurs occasionnels; les fermiers et métayers; les ménages qui sont des familles nombreuses et/ou qui ont peu de terre, de biens ou de cheptel; ceux qui sont tributaires de sources de revenus incertaines, comme les petits exploitants agricoles dans les régions exposées aux sécheresses; et les ménages composés d'orphelins ou d'handicapés, de malades ou de personnes socialement isolées.

12. La politique élaborée par le gouvernement pour atténuer la pauvreté est reflétée dans le document intérimaire de stratégie de réduction de la pauvreté, approuvé en février 2001, qui envisage la mise en œuvre de mesures durables pour réduire la pauvreté en créant des activités génératrices de revenus et en élargissant les possibilités économiques qui s'offrent aux pauvres, en renforçant les capacités des pauvres et en améliorant le rendement des avoirs et en réduisant les souffrances et la vulnérabilité. Cette stratégie souligne que les politiques de lutte contre la pauvreté doivent être appliquées simultanément sur un large front; comporter un filet de sécurité sociale pour les plus misérables; améliorer la situation sociale et la productivité économique des pauvres; et s'attaquer aux causes structurelles de la pauvreté en s'attachant à la fois à la prévenir et à garantir des moyens de subsistance durables.

### **Stratégie du FIDA au Yémen**

13. L'exposé des options et stratégies d'intervention élaboré en 2000 pour le Yémen définit la nouvelle stratégie que le Fonds envisage de suivre dans le pays. Ses objectifs sont d'adapter l'approche du Fonds aux nouvelles politiques des pouvoirs publics et de créer des effets de synergie entre les interventions spécifiques du FIDA et les priorités nationales afin d'atténuer la pauvreté en milieu rural et d'améliorer la situation sociale et économique. Il faudra pour cela fournir durablement une assistance pour promouvoir les activités productives fondées sur la terre, l'eau, le capital, la technologie et les compétences ainsi qu'améliorer les installations des services sociaux, et spécialement les routes et l'approvisionnement en eau, qui sont essentielles à toute activité productive et à l'amélioration des niveaux de vie.

14. Les traits saillants de la stratégie du FIDA sont les suivants:

- conformité avec les priorités et engagements convenus avec le gouvernement;
- concentration des activités sur des thèmes comme le développement communautaire, les entreprises extra-agricoles et l'élevage, secteurs dans lesquels l'environnement politique est moins restrictif;
- concentration géographique sur les régions marginales et périphériques, où la majeure partie de la population est pauvre, où les interventions d'autres donateurs et du gouvernement sont limitées et où certaines initiatives profitent à des communautés tout entières tandis que des apports technologiques et financiers sélectionnés ne sont fournis qu'aux pauvres;
- création de partenariats avec les donateurs poursuivant des objectifs semblables;
- ciblage continu mais plus marqué sur les systèmes de cultures pluviales et de cultures irriguées au moyen d'eaux superficielles; et
- promotion de la gestion et des services agricoles à assise communautaire et développement de l'infrastructure.

## **DEUXIÈME PARTIE – LE PROJET**

### **A. Région du projet et groupe cible**

15. Avec environ 1,2 million d'habitants (2001), le gouvernorat de Dhamar vient au sixième rang pour ce qui est des effectifs de la population. Il couvre une superficie de 600 000 ha, dont 87 000 sont cultivés, et est le troisième du pays pour la production agricole. La densité de population y est forte et dépasse 20 habitants par hectare, même dans les régions montagneuses escarpées des sept districts occidentaux. Depuis la création de trois nouveaux districts en 2001, le gouvernorat de Dhamar comporte 12 districts, dont l'un est la capitale, Dhamar, et les 11 autres sont ruraux.

16. Dhamar est subdivisé en quatre zones topographiques distinctes: i) les plaines montagneuses du centre: un haut plateau se trouvant à quelque 2 500 m d'altitude, où se trouvent environ 75% des 34 000 ha de terres irriguées; ii) les montagnes de l'ouest, qui sont caractérisées par un terrain montagneux escarpé dont l'altitude varie entre 1 500 et 2 900 m et où l'agriculture est limitée à d'étroites terrasses et à de petites exploitations parfois irriguées, se trouvant dans des vallées étroites; iii) des oueds (cours d'eau) semi-tropicaux et des terrasses à l'extrême ouest du gouvernorat, à des altitudes de plus de 200 m, qui descendent jusqu'aux plaines de Tihama et jusqu'au littoral de la mer Rouge; et iv) les hautes terres arides de l'est qui sont des terres montagneuses (mais moins escarpées), se trouvant à des altitudes comprises entre 2 300 et 2 500 m. La zone est caractérisée principalement par des activités pastorales sur les parcours communaux et par des cultures limitées à des poches situées au pied des coteaux où les ruissellements d'eau de pluie provenant des pentes rocheuses peuvent être dirigés vers de petites exploitations.

17. La population cible dans la zone du projet comprend 55 632 ménages de 3 127 villages. Ce chiffre comprend 46 500 ménages qui vivent dans quelque 2 700 villages des sept districts de l'ouest (Jabal Al-Sharq, Maghrib Ans, Utmah, Wusab Al-Ali, Wusab Al-Safil, Manar et les régions montagneuses plus reculées de Dawran) et 9 000 ménages de 427 villages des districts des plaines montagneuses (Hada, Meifa'a Ans, Ans, Jahran et les basses terres de Dawran).

## **B. Objectifs et portée<sup>3</sup>**

18. L'objectif d'ensemble du projet est de renforcer la sécurité alimentaire des agriculteurs de subsistance, d'élever les revenus familiaux et d'améliorer les conditions de vie et la participation des petits exploitants et des communautés villageoises du gouvernorat de Dhamar aux actions de développement. À cette fin, l'on s'emploiera: i) à mettre les communautés, y compris les femmes et les pauvres, mieux à même de se mobiliser et de s'organiser pour participer à la planification du développement et à l'exécution des projets et en bénéficier directement; ii) à éliminer les contraintes physiques, infrastructurelles et sociales qui limitent le plus sérieusement la productivité et le progrès; et iii) à équiper et à appuyer les ménages d'agriculteurs pour les aider à accroître leur production pour qu'ils puissent ainsi se procurer une alimentation suffisante, produire un excédent pouvant être vendu et entreprendre des activités génératrices de revenus.

## **C. Composantes**

19. Le projet sera articulé autour de quatre principales composantes, comme suit:

### **Développement communautaire**

20. Le projet appuiera les éléments suivants: i) planification participative et renforcement des institutions communautaires pour aider les communautés à établir un ordre de priorité entre leurs besoins de développement, à formuler des plans de développement des villages et à créer et/ou renforcer divers groupes communautaires participant à l'exécution des projets, ce qui sera fait avec l'assistance d'une organisation non gouvernementale (ONG) internationale et les ONG locales qui seront ultérieurement créées dans le cadre du projet grâce à un financement du Gouvernement néerlandais; ii) alphabétisation et apprentissage de l'autonomie fonctionnelle, spécialement pour les femmes et les filles, en vue de créer des possibilités d'activités génératrices de revenus; et iii) infrastructure communautaire, par exemple systèmes d'approvisionnement en eau potable, écoles, routes d'accès améliorées et dispensaires, ce à quoi les communautés devront contribuer en espèces et/ou en nature et constituer des comités de gestion.

### **Développement de l'agriculture, promotion des moyens de subsistance et environnement**

21. Il sera fourni un appui pour les éléments ci-après: i) vulgarisation et transfert de technologie, y compris a) accès amélioré aux conseils de vulgarisation et à la formation agricole, ces activités devant être nettement ciblées sur les femmes. On sélectionnera et formera des animateurs agricoles villageois et des zootechniciens villageois pour assurer des services courants aux cultivateurs et aux éleveurs directement à l'exploitation et organiser des démonstrations, selon la demande des agriculteurs. On aura recours à une assistance technique internationale pour affiner les méthodes de vulgarisation et l'appui destiné à la production de matériels de communication et d'information agricole; b) renforcement de la production végétale dans les zones non irriguées grâce à l'utilisation de semences améliorées préparées à partir de variétés locales de sorgho et de légumineuses et à de meilleures pratiques agricoles; c) accroissement de la productivité de l'élevage en facilitant l'accès aux services vétérinaires de base et aux services de conseils et en garantissant des approvisionnements adéquats en aliments pour les animaux; d) promotion de la diversification des revenus, notamment grâce à l'identification, avec une assistance technique, de nouvelles possibilités de développement des cultures ou de l'élevage; ii) développement de l'irrigation au moyen de la création d'un mécanisme de financement de barrages de retenue et de systèmes de canalisation, d'ouvrages de collecte de l'eau, la gestion des zones de captage de l'eau, etc., accompagné de la création d'associations d'irrigants qui seront chargées de l'exploitation et de l'entretien des ouvrages et de promouvoir une utilisation plus rationnelle des eaux souterraines; iii) gestion des ressources naturelles, notamment grâce à une remise

---

<sup>3</sup> Voir l'appendice III pour des informations plus détaillées.



en état et à l'entretien des terrasses, à l'augmentation de la production de fourrage, de bois de feu et de fruits au moyen du reboisement des terrasses abandonnées, de la régénération des zones de pacage et de la protection des rives des oueds. Les différents sous-projets seront sélectionnés à la suite d'un processus participatif de planification; iv) appui à la commercialisation, comprenant la recherche de nouveaux débouchés et l'établissement de liens avec les marchés; le renforcement des capacités pour faciliter la création de groupes ou de coopératives de commercialisation; et le crédit pour la mise en place de l'infrastructure de commercialisation de base. Cette activité, dans un premier temps, sera appuyée sur une base pilote et ne sera étendue qu'après évaluation de l'intervention initiale; et v) amélioration des services financiers ruraux grâce à la promotion de systèmes de crédit novateurs, par exemple des associations d'épargne et de crédit. Les prêts à ces associations seront fournis par une banque intermédiaire sélectionnée par concours. Les négociations qui se poursuivent actuellement entre l'Ambassade des Pays-Bas à Sanaa et le gouvernement visent à finaliser une proposition de restructuration de la Banque de crédit aux coopératives et à l'agriculture dans le sens proposé par la mission du FIDA lorsqu'elle a formulé le présent projet.

### **Appui institutionnel, assistance technique et formation**

22. Il sera fourni un appui pour renforcer les capacités institutionnelles du Ministère de l'agriculture et de l'irrigation et des autres organismes gouvernementaux intéressés ainsi qu'une assistance technique et organisé des programmes de formation, des ateliers, etc., et un contrat sera conclu avec une ONG internationale pour appuyer ce processus (voir paragraphe 20).

### **Gestion du projet**

23. Un financement sera fourni pour les services de personnel, les locaux, le matériel, les véhicules, le perfectionnement du personnel, l'assistance technique et un système de suivi et d'évaluation (S&E). Il sera recruté un expert régional de la problématique hommes-femmes pour une période de trois mois pour qu'il donne des indications dans ce domaine et mène un programme de formation et de sensibilisation aux sexes à l'intention de l'ensemble du personnel de gestion du projet et des agents d'exécution. Un informaticien local sera recruté pour une période de deux mois pour mettre au point le logiciel nécessaire à la conception et à la mise en service du système de gestion informatisée.

24. Il sera adopté pour réaliser le projet une approche souple, orientée vers les procédés et mue par la demande pour que les communautés bénéficiaires puissent déterminer les activités qu'elles entendent réaliser en priorité et identifier les ressources nécessaires pour les mener à bien. Ce processus sera entrepris avec l'appui d'une ONG internationale dont les services seront financés au moyen d'un don d'assistance technique du Gouvernement néerlandais.

## **D. Coûts et financement<sup>4</sup>**

25. Le coût estimatif total du projet sur la période de sept ans, aux prix de mars 2002, y compris provision pour aléas, taxes et droits, est estimé à 4 236 millions de YER (22,66 millions de USD), dont 34% représentent des dépenses en devises. La provision pour aléas financiers a été calculée sur la base d'un taux d'inflation au Yémen de 4% par an pendant la période d'exécution du projet. Les coûts en devises sont fondés sur l'indice de la valeur unitaire des articles manufacturés projeté par le G-5, c'est-à-dire 2,5% jusqu'en 2006 et 2,37% par la suite. Les taxes et droits sont estimés à 825 233 USD. Les coûts du projet par composante et le plan de financement figurent aux tableaux 1 et 2.

26. Le développement communautaire constitue la composante la plus importante, représentant 38% des coûts de base, dont 28% pour l'infrastructure communautaire et 10% pour l'alphabétisation et l'apprentissage de l'autonomie fonctionnelle. La composante développement de l'agriculture et des

<sup>4</sup> Voir l'appendice V pour des informations plus détaillées.

moyens de subsistance et environnement absorbe 35% des coûts de base, dont 13% pour le développement de l'irrigation, 10% pour les services de vulgarisation et le transfert de technologie, 7% pour la gestion des ressources naturelles, 4% pour les services financiers ruraux et 1% pour l'appui à la commercialisation.

27. Le prêt proposé du FIDA, soit 14,01 millions de USD, financera 61,9% du coût total du projet (tableau 2). Le Gouvernement néerlandais versera une contribution d'environ 2,16 millions de USD<sup>5</sup> (9,5%) et le PAM l'équivalent de 4,36 millions de USD (19,3%) sous forme d'aide alimentaire. Le gouvernement apportera pour sa part une contribution de 1,49 million de USD (6,6%), y compris 825 233 USD de taxes et droits, et les bénéficiaires apporteront environ 628 680 USD (2,8%). Les communautés bénéficiaires contribueront au coût total du projet en faisant l'apport d'une main-d'œuvre volontaire pour les travaux d'infrastructure communautaire et au moyen des économies des membres des associations d'épargne et de crédit et des contributions de fonds propres des emprunteurs.

**TABEAU 1 – RÉSUMÉ DES COÛTS DU PROJET<sup>a</sup>**  
(en USD)

Composante	Monnaie locale	Devises	Total	% en devises	% des coûts de base
<b>A. Développement communautaire</b>					
1. Planification participative et renforcement des institutions communautaires	24 567	36 851	61 418	60	-
2. Alphabétisation et apprentissage de l'autonomie fonctionnelle	1 114 860	925 358	2 040 217	45	10
3. Infrastructure communautaire	3 173 460	2 389 448	5 562 907	43	28
<b>Total partiel</b>	<b>4 312 886</b>	<b>3 351 656</b>	<b>7 664 543</b>	<b>44</b>	<b>38</b>
<b>B. Développement de l'agriculture/promotion des moyens de subsistance et environnement</b>					
1. Services de vulgarisation et transfert de technologie	1 209 547	724 099	1 933 646	37	10
2. Développement de l'irrigation	1 542 273	1 148 234	2 690 507	43	13
3. Gestion des ressources naturelles	759 577	701 235	1 460 812	48	7
4. Appui à la commercialisation	75 850	113 775	189 625	60	1
5. Amélioration des services financiers ruraux	843 215	-	843 215	-	4
<b>Total partiel</b>	<b>4 430 462</b>	<b>2 687 343</b>	<b>7 117 805</b>	<b>38</b>	<b>35</b>
<b>C. Appui institutionnel, assistance technique et formation</b>	3 426 776	573 771	4 000 547	14	20
D. Gestion du projet	1 040 432	246 855	1 287 287	19	6
<b>Total des coûts de base</b>	<b>13 210 557</b>	<b>6 859 625</b>	<b>20 070 182</b>	<b>34</b>	<b>100</b>
Provision pour aléas d'exécution	201 982	122 062	324 044	38	2
Provision pour aléas financiers	1 462 420	800 017	2 262 437	35	11
<b>Total des coûts du projet</b>	<b>14 874 959</b>	<b>7 781 704</b>	<b>22 656 663</b>	<b>34</b>	<b>113</b>

<sup>a</sup> Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

<sup>5</sup> Y compris une contribution de 152 000 USD au titre des dépenses préalables à la mise en œuvre.

**TABLEAU 2 - PLAN DE FINANCEMENT<sup>a</sup>**  
(en USD)

Composante	Gouvernement		FIDA		PAM		Pays-Bas		Bénéficiaires		Total		Devises	Monnaie locale (Hors taxes)	Droits et taxes
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
<b>A. Développement communautaire</b>															
1. Planification participative et renforcement des institutions communautaires	3 418	5,0	64 934	95,0	-	-	-	-	-	-	68 352	0,3	41 011	23 923	3 418-
2. Alphabétisation et apprentissage de l'autonomie fonctionnelle	12 361	0,5	357 605	15,5	1 938 028	84,0	-	-	-	-	2 307 994	10,2	1 047 104	1 248 529	12 361
3. Infrastructure communautaire	267 309	4,3	5 178 082	82,3	317 034	5,0	-	-	526 169	8,4	6 288 594	27,8	2 707 312	3 313 973	267 309
<b>Total partiel</b>	<b>283 088</b>	<b>3,3</b>	<b>5 600 621</b>	<b>64,6</b>	<b>2 255 062</b>	<b>26,0</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>526 169</b>	<b>6,1</b>	<b>8 664 940</b>	<b>38,2</b>	<b>3 795 427</b>	<b>4 586 425</b>	<b>283 088</b>
<b>B. Développement de l'agriculture/promotion des moyens de subsistance et environnement</b>															
1. Services de vulgarisation et transfert de technologie	74 141	3,4	573 540	26,1	1 053 974	47,9	496 586	22,6	-	-	2 198 241	9,7	820 397	1 303 703	74 141
2. Développement de l'irrigation	168 381	5,5	2 912 331	94,5	-	-	-	-	-	-	3 080 711	13,6	1 309 905	1 602 425	168 381
3. Gestion des ressources naturelles	21 804	1,3	593 144	35,5	1 053 882	63,2	-	-	-	-	1 668 830	7,4	797 531	849 496	21 804
4. Appui à la commercialisation	11 172	5,0	212,262	95,0	-	-	-	-	-	-	223 434	1,0	134 060	78 202	11 172
5. Amélioration des services financiers ruraux	-	-	740 704	87,8	-	-	-	-	102 511	12,2	843 215	3,7	-	843 215	-
<b>Total partiel</b>	<b>275 497</b>	<b>3,4</b>	<b>5 031 981</b>	<b>62,8</b>	<b>2 107 856</b>	<b>26,3</b>	<b>496 586</b>	<b>6,2</b>	<b>102 511</b>	<b>1,3</b>	<b>8 014 431</b>	<b>35,4</b>	<b>3 061 894</b>	<b>4 677 041</b>	<b>275 497</b>
<b>C. Appui institutionnel, assistance technique et formation</b>	186 569	4,1	2 672 767	59,1	-	-	1 664 733	36,8	-	-	4 524 069	20,0	646 246	3 691 254	186 569
<b>D. Gestion du projet</b>	743 989	51,2	709 233	48,8	-	-	-	-	-	-	1 453 222	6,4	278 137	1 095 006	80 079
<b>Total des décaissements</b>	<b>1 489 143</b>	<b>6,6</b>	<b>14 014 602</b>	<b>61,9</b>	<b>4 362 918</b>	<b>19,3</b>	<b>2 161 319</b>	<b>9,5</b>	<b>628 680</b>	<b>2,8</b>	<b>22 656 663</b>	<b>100,0</b>	<b>7 781 704</b>	<b>14 049 726</b>	<b>825 233</b>

<sup>a</sup> Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.





## E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes

28. Les marchés d'acquisition de biens et de travaux financés par le prêt seront soumis aux dispositions des directives du FIDA en matière de passation des marchés. Les contrats de fourniture de services de consultants seront passés conformément aux procédures de l'institution coopérante.

29. Les marchés d'acquisition de biens, y compris véhicules et matériels, d'un coût estimatif égal ou supérieur à 100 000 USD seront attribués à la suite d'appels d'offres internationaux. Les marchés d'une valeur comprise entre 10 000 et moins de 100 000 USD seront attribués à la suite d'appels d'offres locaux ou d'une consultation de fournisseurs à l'échelon international.

30. Les marchés de travaux de génie civil dont le coût estimatif est égal ou supérieur à 500 000 USD seront attribués à la suite d'appels d'offres internationaux, et ceux dont le coût estimatif est compris entre 10 000 et 500 000 USD pourront être attribués à la suite d'appels d'offres locaux. Les marchés de travaux d'une valeur représentant moins de l'équivalent de 10 000 USD pourront être attribués à la suite d'une consultation d'entrepreneurs locaux. Les marchés de travaux pourront être réalisés par le gouvernement en régie.

31. Les contrats de louage de services de consultants d'une valeur ne dépassant pas l'équivalent de 100 000 USD seront passés directement, aux conditions approuvées par l'institution coopérante.

32. **Crédit rural.** Une banque intermédiaire sera sélectionnée par concours. Un accord de gestion ou de mandat conclu entre l'emprunteur et la banque intermédiaire sélectionnée stipulera, entre autres choses, les procédures applicables à la rétrocession du prêt aux associations d'épargne et de crédit.

33. **Processus d'examen.** Les marchés d'acquisition de biens et de travaux dont le coût est estimé à l'équivalent de 100 000 USD ou plus feront l'objet d'un examen préalable de l'institution coopérante. Les marchés d'une valeur inférieure à ce montant seront examinés sur une base sélective.

34. **Décaissements.** Le prêt du FIDA sera décaissé sur une période de sept ans. Les décaissements du FIDA seront effectués au vu d'états de dépenses certifiés, sauf dans le cas des marchés d'une valeur supérieure à 50 000 USD, qui feront l'objet de procédures de demande accompagnées de toutes les pièces justificatives requises.

35. **Comptabilité.** Le bureau de gestion du projet (BGP) et les agents d'exécution tiendront des comptes et des états séparés. Le BGP regroupera les comptes de tous les agents d'exécution et soumettra chaque année des comptes et des rapports financiers consolidés au Gouvernement yéménite, au FIDA, au Gouvernement néerlandais et au PAM, au plus tard deux mois après la fin de la période considérée, sous une forme jugée acceptable par le FIDA.

36. **Vérification.** Les comptes du projet seront vérifiés chaque année par un vérificateur indépendant ayant l'agrément du FIDA. Les comptes vérifiés seront présentés aux Gouvernement yéménite, au FIDA et aux autres cofinanceurs au plus tard six mois suivant la clôture de l'exercice correspondant.

## F. Organisation et gestion<sup>6</sup>

37. Le financement du projet et les dépenses seront en marge du budget du gouvernorat, comme l'exigent actuellement le Ministère de la planification et du développement et le Ministère des finances. Néanmoins, cette situation sera revue lors de l'examen à mi-parcours du projet.

---

<sup>6</sup> Voir l'appendice VI pour des informations plus détaillées.



38. La responsabilité de la coordination des activités de planification et d'exécution du projet incombera à un BGP restreint et autonome relevant directement du Comité directeur du projet, qui collaborera étroitement avec l'administration du gouvernorat, les conseils locaux de district et les comités spécialisés. La décision concernant le maintien du BGP à l'achèvement du projet sera prise conformément au processus de décentralisation. Les activités d'exécution seront sous-traitées dans la mesure du possible. Indépendamment de ses tâches de coordination, le rôle du BGP, s'agissant de la planification et de l'utilisation des ressources budgétaires ordinaires, reflétera celui des services et du Département de la planification du gouvernorat. Les procédures suivies par le BGP en matière de planification, d'exécution, de gestion financière et de suivi constitueront pour le gouvernorat et les districts un modèle d'utilisation efficace des ressources budgétaires disponibles. Par ses étroites relations de travail avec le gouvernement et les administrations des districts, le BGP contribuera directement à renforcer les capacités des administrations locales.

39. Le BGP aura à sa tête un directeur de projet assisté par un petit noyau de spécialistes, tous ressortissants yéménites recrutés dans les secteurs public ou privé sur la base de contrats annuels qui pourront être renouvelés si les services des intéressés donnent satisfaction. En attendant la réforme de la fonction publique, l'on envisagera la possibilité de verser des primes de résultats. La priorité sera accordée aux candidats de sexe féminin pour qu'au moins deux des titulaires de poste de spécialistes du BGP et/ou des membres du groupe consultatif technique soient des femmes. Pour assurer un suivi adéquat des activités du projet, le BGP administrera trois bureaux auxiliaires (Wusab Al-Ali, Utmah et Jabal Al-Sharq) dotés d'un responsable et d'un agent de terrain, dont l'un devra être une femme.

40. Le BGP sera appuyé par un groupe consultatif technique local constitué pour fournir des avis sur l'exécution des activités. Ce groupe sera composé d'experts du développement communautaire, de l'agriculture, des services de vulgarisation et de l'ingénierie ainsi que d'un expert de la problématique hommes-femmes, qui aidera à développer les stratégies du projet en matière de promotion de la parité entre les sexes.

41. L'exécution des activités sera sous-traitée à des organismes spécialisés compétents des secteurs public ou privé sur la base de contrats annuels qui pourront être renouvelés si leurs performances donnent satisfaction.

### **G. Justification économique<sup>7</sup>**

42. Le projet devrait se traduire par une élévation des revenus des ménages et, d'une manière générale, des niveaux de vie du fait de: i) l'augmentation de la production agricole rendue possible par de meilleurs apports, techniques et pratiques, agricoles; ii) l'extension des zones irriguées grâce au développement des zones d'irrigation et à l'adoption de technologies permettant d'économiser l'eau; iii) la réduction de la dégradation de l'environnement et la régénération à des fins productives des terres abandonnées; iv) l'amélioration de l'accès à l'eau potable, aux écoles et aux services de santé et de l'amélioration des routes; v) renforcement des capacités des communautés et des groupes de traiter avec les pouvoirs publics et les négociants; et vi) l'amélioration des capacités de planification locale et gestion du projet au niveau du gouvernorat.

43. Il ressort des études de modélisation que les effets conjugués d'un accroissement de la production agricole (principalement grâce à l'utilisation de semences améliorées et l'expansion des cultures de légumineuses), de l'accroissement de la production de l'élevage et/ou des investissements dans de nouvelles entreprises (comme exploitations d'élevage/d'engraissement des moutons ou cultures de café) devraient permettre d'accroître les revenus des exploitants de cultures pluviales dans les régions montagneuses et de terres irriguées de 80-160% et de 120% respectivement, ce qui

---

<sup>7</sup> Voir les appendices IV et VII pour des informations plus détaillées.

garantirait la sécurité alimentaire des ménages, lesquels pourraient gagner assez d'argent pour acheter des aliments et pallier ainsi l'insuffisance chronique de leur production céréalière.

44. Le projet profitera directement à 26 000 ménages et indirectement à quelque 30 000 de plus. Ainsi, 17 000 ménages environ bénéficieront des efforts de développement communautaire, principale composante du projet; en outre, 3 522 ménages au total bénéficieront des programmes d'alphabétisation et d'autonomie fonctionnelle, du développement de l'irrigation, de la régénération des cultures en terrasse et de l'amélioration de la gestion des ressources naturelles.

45. Le taux de rendement économique global du projet est estimé à 14,2% pour le scénario de base. Avec une augmentation de 10% des coûts, le taux de rendement économique interne serait de 11,3%, tandis qu'une diminution des avantages de 10% ramènerait le taux de rendement à 11,1%. Un retard d'un an dans la création des avantages ferait tomber le taux de rendement à 10,8%.

## **H. Risques**

46. L'exécution du projet est étroitement liée aux mécanismes de décentralisation qui commencent seulement à être mis en place. Ces mécanismes sont donc nouveaux et n'ont pas fait leurs preuves, ce qui pourrait fort bien retarder la mise en œuvre du projet. L'on devrait pouvoir remédier en partie à ce problème en renforçant les capacités du gouvernorat et des conseils locaux de district ainsi qu'en constituant des bureaux d'administration et d'exécution grâce à un financement d'autres donateurs. De plus, les mécanismes de gestion prévus pour la phase initiale du projet permettront au BGP de prendre des décisions de sa propre initiative, de sorte qu'une concertation et la recherche d'un consensus, qui sont souhaitables et envisagées par les procédures d'exécution du projet, ne sont pas obligatoires.

47. Les activités réalisées dans le cadre du projet viseront à appliquer à la prestation des services une approche de gestion plus commerciale. Ce concept est relativement nouveau, et le succès du projet dépendra de la mesure dans laquelle le personnel du gouvernement sera à la fois disposé à accepter un changement et résolu à faire respecter les nouveaux arrangements. Cela exigera une gestion énergique et une supervision étroite, et il faudra pour cela recruter pour le BGP du personnel compétent, à des conditions correspondant à leurs qualifications. Une assistance technique sera fournie pour restructurer le Bureau de l'agriculture et de l'irrigation et l'aider à s'adapter à son rôle nouveau, ainsi que pour aider le BGP à élaborer des arrangements contractuels appropriés avec les prestataires de services.

48. Obtenir que les femmes participent aux activités du projet sur un pied d'égalité risque d'être un objectif trop ambitieux dans la mesure où un grand nombre d'entre elles devraient jouer un rôle de catalyseur. Bien que les organisations féminines soient certaines que des femmes ayant les aptitudes (sinon les qualifications formelles) requises soient disponibles pour pourvoir ces postes, il ne sera peut-être pas possible d'identifier un nombre suffisant de candidates appropriées. Le budget du projet a été calculé de manière à pouvoir couvrir le surcroît de coût que peuvent entraîner les besoins particuliers du personnel de sexe féminin, mais l'on risque surtout que le personnel dirigeant du projet ne manifeste guère d'enthousiasme pour les mesures tendant à promouvoir la parité entre les sexes. Aussi a-t-il été prévu d'organiser une formation à la problématique hommes-femmes et de fournir une assistance spécialisée pour élaborer une stratégie de promotion de l'égalité entre hommes et femmes.

## **I. Impact sur l'environnement**

49. D'une manière générale, le projet devrait avoir un impact positif sur l'environnement, notamment par le biais des activités tendant à améliorer la gestion des ressources naturelles et l'irrigation. La réparation des murs de soutènement des terrasses et la plantation d'espèces locales d'arbres sur les terrasses abandonnées réduiront les ruissellements, amélioreront la rétention et l'infiltration des eaux, aideront à recharger la nappe phréatique, prolongeront la période végétative,



réduiront l'érosion des sols et atténueront l'impact des inondations qui érodent les rives des oueds. En outre, le projet devrait accroître la disponibilité de fourrage et de bois de feu et réduire les pressions auxquelles sont soumises les ressources existantes. Le rétablissement des pratiques de gestion communale des pâturages, joint au réensemencement des terres de pacage dégradées, améliorera la disponibilité d'aliments pour le bétail, ce qui aura pour effet de protéger l'environnement. Les ouvrages de protection des rives des oueds contribueront à réduire à la fois l'érosion et la perte de précieuses terres agricoles causée par l'irrigation de crue.

50. Il n'est pas prévu de forer de puits pour développer les systèmes d'irrigation, mais il sera fourni un appui aux initiatives tendant à améliorer l'efficacité des utilisations actuelles des eaux souterraines en mettant en place des systèmes de canalisations pour remplacer les canaux à ciel ouvert. En outre, le projet financera des recherches sur l'amélioration des pratiques de gestion de l'irrigation suivies au niveau des exploitations. En ce qui concerne la construction de barrages prévue par le projet, une assistance technique et une formation seront dispensées au Bureau de l'agriculture et de l'irrigation pour l'aider à améliorer ses méthodes d'analyse des aspects sociaux et environnementaux, et notamment de l'impact des barrages sur les usagers en aval. Un appui sera fourni aux éleveurs, mais la plupart des animaux, et en particulier les moutons à engraisser, seront nourris en enclos et les aliments seront achetés lorsqu'ils ne seront pas disponibles localement, ce qui permettra de réduire considérablement tout impact négatif sur l'environnement. L'adoption par les agriculteurs de variétés plus productives de sorgho et une augmentation des cultures de légumineuses accroîtront la quantité et la valeur nutritive des résidus de récoltes utilisées pour l'alimentation des animaux et réduiront les pressions sur les terres de parcours. Simultanément, toute perte de biodiversité sera compensée par la préservation de toutes les variétés dans une banque de matériel génétique. Les projets d'infrastructure communautaire ne prévoient que des travaux routiers mineurs, qui comporteront certainement des mesures de lutte contre l'érosion, comme l'amélioration des systèmes de drainage.

51. Étant donné ce qui précède, le projet a été rangé dans la catégorie B.

## **J. Aspects novateurs**

52. Le projet comporte beaucoup d'aspects novateurs qui cadrent avec la stratégie d'ensemble du FIDA dans la mesure où il est fondé sur l'expérience tirée de la conception et des résultats des projets récents au Yémen. Le projet marque un pas en avant en ce sens qu'il repose sur un engagement à plus longue échéance et plus durable de combiner les éléments de décentralisation et de commercialisation des services communautaires et agricoles découlant des réformes récentes et imminentes et de l'infléchissement imminent des politiques gouvernementales. Le projet contribuera à développer les mécanismes de participation communautaire à la planification au niveau des districts en mettant en place un système économique, pouvant servir de modèle ailleurs, de planification villageoise participative fondé sur le renforcement des capacités des communautés grâce à la formation d'un cadre de planificateurs volontaires. L'assistance fournie dans le cadre du projet dotera les communautés locales et les agriculteurs des pouvoirs, ressources et responsabilités nécessaires pour améliorer leur propre situation, le rôle capital à cet égard devant être confié aux communautés et aux groupes et associations d'agriculteurs et de femmes, aux organismes d'exécution et aux entités paraétatiques à vocation commerciale, aux ONG nationales et internationales et aux entrepreneurs et consultants du secteur privé. Un système pilote participatif de crédit reposant sur des associations volontaires d'épargne et de crédit sera introduit avec l'appui d'une ONG internationale pour fournir les fonds de roulement nécessaires aux activités génératrices de revenus non financées par la Banque de crédit aux coopératives et à l'agriculture ou d'autres intermédiaires financiers.



### TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ

53. Un accord de prêt entre la République du Yémen et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le prêt proposé sera consenti à l'emprunteur. Un résumé des garanties supplémentaires importantes incluses dans l'accord de prêt négocié est joint en annexe.

54. La République du Yémen est habilitée, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.

55. Il m'est acquis que le prêt proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.

### QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION

56. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le prêt proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République du Yémen un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à dix millions neuf cent mille droits de tirage spéciaux (10 900 000 DTS) venant à échéance le 15 mai 2042 et avant cette date. Ce prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président  
Lennart Båge

## **RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ**

(Négociations conclues le 12 juin 2002)

1. Le Gouvernement néerlandais a l'intention d'accorder au Gouvernement yéménite (le Gouvernement) un don d'un montant de 2,16 millions de USD pour aider à cofinancer le projet de développement rural participatif dans la région de Dhamar, selon les modalités et conditions exposées dans l'accord (l'accord relatif au don des Pays-Bas) qui doit être conclu entre le Gouvernement yéménite et le Gouvernement néerlandais.
2. Le PAM fournira une aide alimentaire représentant l'équivalent d'environ 4,36 millions de USD, selon les modalités et conditions énoncées dans les lettres d'engagement du PAM. L'une de ces lettres stipule que le PAM fournira 4 200 tonnes d'aide alimentaire pendant la période 2002-2004. Une aide alimentaire supplémentaire sera fournie pendant la période 2005-2007 conformément aux dispositions d'une autre lettre d'engagement.
3. Le Gouvernement transférera les fonds disponibles au titre du prêt à la banque intermédiaire pour la composante concernant l'amélioration des services financiers ruraux, conformément aux programmes de travail et budget annuels et à un accord de gestion subsidiaire.
4. Le Gouvernement mettra le produit du prêt à la disposition du BGP, comme indiqué dans les programmes de travail et budgets annuels et conformément aux procédures nationales d'usage applicables à l'aide au développement.
5. Le Gouvernement ouvrira au budget de chaque exercice des crédits d'un montant correspondant aux fonds de contrepartie prévus dans le programme de travail et budget de l'année correspondante et dégagera ces crédits par anticipation sur une base trimestrielle.
6. La banque intermédiaire ouvrira et maintiendra un fonds autorenouvelable auquel sera déposée l'intégralité des produits nets des crédits financés au moyen du prêt accordé aux associations d'épargne et de crédit. Elle utilisera ce fonds autorenouvelable pour accorder d'autres crédits auxdites associations.
7. Pour faire participer les femmes à l'organisation et à la gestion du projet, le Gouvernement fera le nécessaire pour que le personnel du BGP comporte au moins deux femmes et il veillera à ce que les femmes bénéficiant du projet soient représentées dans toutes les activités et qu'elles tirent avantage des résultats du projet.
8. Il ne sera effectué aucun décaissement au titre du prêt tant que l'accord de gestion subsidiaire visé au paragraphe 3 n'aura pas été finalisé d'une manière jugée satisfaisante par le FIDA.
9. Les conditions suivantes sont spécifiées comme conditions additionnelles à l'entrée en vigueur de l'accord de prêt:
  - a) le BGP a été dûment créé par décret ministériel;
  - b) le directeur de projet et le contrôleur financier du BGP ont été dûment nommés à la suite d'un processus de concours jugé acceptable et approuvé par le FIDA;
  - c) le comité directeur du projet a été dûment constitué;
  - d) l'accord relatif au don des Pays-Bas a été conclu entre le Gouvernement néerlandais et le Gouvernement et soumis au FIDA;
  - e) le Gouvernement a ouvert le compte du projet et le compte spécial;



ANNEXE

- f) l'accord de prêt a été signé et sa signature et son exécution par le Gouvernement ont été autorisées et ratifiées; et
- g) l'analyse juridique favorable, délivrée par le Ministère de la justice, acceptable par le Fonds tant en la forme que sur le fonds, a été remise par le Gouvernement au FIDA.

## COUNTRY DATA

### YEMEN

<b>Land area (km<sup>2</sup> thousand), 2000 1/</b>	528	<b>GNI per capita (USD), 2000 1/</b>	380
<b>Total population (million), 2000 1/</b>	17.5	<b>GNP per capita growth (annual %), 2000 1/</b>	-3.1 a/
<b>Population density (people per km<sup>2</sup>), 2000 1/</b>	33	<b>Inflation, consumer prices (annual %), 2000 1/</b>	7.9 a/
<b>Local currency</b>	Yemeni Rial (YER)	<b>Exchange rate: USD 1</b>	YER 173
<b>Social Indicators</b>		<b>Economic Indicators</b>	
Population (average annual population growth rate), 1980-99 2/	3.6	GDP (USD million), 2000 1/	8 667
Crude birth rate (per thousand people), 2000 1/	40 a/	Average annual rate of growth of GDP 2/, 1980-90	n.a.
Crude death rate (per thousand people), 2000 1/	12 a/	1990-99	3.2
Infant mortality rate (per thousand live births), 2000 1/	79 a/	Sectoral distribution of GDP, 2000 1/	
Life expectancy at birth (years), 2000 1/	56 a/	% agriculture	17 a/
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	2.5	% industry	40 a/
Poor as % of total rural population 2/	19	% manufacturing	11 a/
Total labour force (million), 2000 1/	5.5	% services	42 a/
Female labour force as % of total, 2000 1/	28	Consumption, 2000 1/	
<b>Education</b>		General government final consumption expenditure (as % of GDP)	17 a/
School enrolment, primary (% gross), 2000 1/	70 a/	Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	71 a/
Adult illiteracy rate (% age 15 and above), 2000 1/	54	Gross domestic savings (as % of GDP)	12 a/
<b>Nutrition</b>		<b>Balance of Payments (USD million)</b>	
Daily calorie supply per capita, 1997 3/	2 051	Merchandise exports, 2000 1/	4 200
Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5), 2000 1/	52 a/	Merchandise imports, 2000 1/	2 200
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5), 2000 1/	46 a/	Balance of merchandise trade	2 000
<b>Health</b>		Current account balances (USD million)	
Health expenditure, total (as % of GDP), 2000 1/	5.6 a/	before official transfers, 1999 1/	-654
Physicians (per thousand people), 1999 1/	0.00	after official transfers, 1999 1/	769
Population using improved water sources (%), 1999 4/	69	Foreign direct investment, net 1999 1/	n.a.
Population with access to essential drugs (%), 1999 4/	50	<b>Government Finance</b>	
Population using adequate sanitation facilities (%), 1999 4/	45	Overall budget deficit (including grants) (as % of GDP), 1999 1/	-3.8
<b>Agriculture and Food</b>		Total expenditure (% of GDP), 1999 1/	29.2
Food imports (% of merchandise imports), 1999 1/	35 a/	Total external debt (USD million), 1999 1/	4 610
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land), 1998 1/	145	Present value of debt (as % of GNI), 1999 1/	58
Food production index (1989-91=100), 2000 1/	130.1	Total debt service (% of exports of goods and services), 1999 1/	3.9
Cereal yield (kg per ha), 2000 1/	969	Lending interest rate (%), 2000 1/	22.0 a/
<b>Land Use</b>		Deposit interest rate (%), 2000 1/	14.0
Arable land as % of land area, 1998 1/	2.8		
Forest area (km <sup>2</sup> thousand), 2000 2/	4		
Forest area as % of total land area, 2000 2/	0.9		
Irrigated land as % of cropland, 1998 1/	30.4		

a/ Data are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Indicators* database

2/ World Bank, *World Development Indicators*, 2001

3/ United Nations Development Programme (UNDP), *Human Development Report*, 2000

4/ UNDP, *Human Development Report*, 2001



## PREVIOUS IFAD FINANCING

Project ID	Project Name	Initiating Institution	Cooperating Institution	Lending Terms	Board Approval	Loan Effectiveness	Current Closing Date	Loan/Grant Acronym	Denominated Currency	Approved Loan/Grant Amount	Disbursement (as % of approved amount)
13	Tihama Development Project III (Wadi Mawr)	World Bank: IDA	World Bank: IDA	HC	26 Mar 79	29 Feb 80	30 Sept 88	L - I - 13 - YE	SDR	9 300 000	1
46	Southern Uplands Rural Dev. Project Phase II	World Bank: IDA	World Bank: IDA	HC	17 Sept 80	23 Jun 81	31 Dec 85	L - I - 46 - YA	SDR	10 600 000	1
60	Agricultural Support Services Project	IFAD	AFESD	HC	05 Dec 80	14 May 81	30 Jun 87	L - I - 60 - YD	SDR	7 700 000	0.988723556
68	Wadi Beihan Agricultural Dev. Project	World Bank: IDA	World Bank: IDA	HC	08 Sep 81	16 Apr 82	31 Dec 88	L - I - 68 - YD	SDR	4 900 000	0.992724306
105	Agricultural Research and Dev. Project	World Bank: IDA	World Bank: IDA	HC	15 Sep 82	01 Dec 83	31 Dec 91	L - I - 105 - YA	SDR	5 250 000	0.926762617
106	Third Fisheries Development Project	World Bank: IDA	World Bank: IDA	HC	15 Sep 82	25 Feb 83	30 Jun 89	L - I - 106 - YD	SDR	4 450 000	1
156	Central Highlands Agricultural Dev. Project	World Bank: IDA	World Bank: IDA	HC	12 Sep 84	02 May 85	31 Dec 92	L - I - 156 - YA	SDR	3 900 000	0.715643341
202	Southern Regional Agricultural Dev. Project	World Bank: IDA	World Bank: IDA	HC	29 Apr 87	03 Jun 88	31 Dec 96	L - I - 202 - YA	SDR	2 000 000	0.914314155
228	Eastern Regional Agricultural Dev. Project	IFAD	AFESD	HC	15 Sep 88	22 Sept 89	30 Jun 98	L - I - 228 - YD	SDR	8 100 000	0.889758695
253	Agricultural Credit Project	IFAD	AFESD	HC	07 Dec 89	28 Mar 91	30 Dec 98	L - I - 253 - YA	SDR	11 750 000	0.998041721
269	Fourth Fisheries Development Project	World Bank: IDA	World Bank: IDA	HC	02 Oct 90	07 Aug 92	30 Jun 99	L - I - 269 - YR	SDR	5 000 000	0.508082358
330	Tihama Environment Protection Project	IFAD	UNOPS	HC	07 Apr 93	21 Nov 95	30 Jun 03	L - I - 330 - YR	SDR	7 050 000	0.975375956
1061	Southern Governorates Rural Dev. Project	World Bank: IDA	World Bank: IDA	HC	11 Sep 97	01 Jul 98	30 Jun 04				1
1061	Southern Governorates Rural Dev. Project	World Bank: IDA	World Bank: IDA	HC	11 Sep 97	01 Jul 98	30 Jun 04	L - I - 454 - YE	SDR	8 150 000	0.336845526
1075	Raymah Area Development Project	IFAD	UNOPS	HC	04 Dec 97	10 Jul 98	30 Jun 06				1
1075	Raymah Area Development Project	IFAD	UNOPS	HC	04 Dec 97	10 Jul 98	30 Jun 06				1
1075	Raymah Area Development Project	IFAD	UNOPS	HC	04 Dec 97	10 Jul 98	30 Jun 06	L - I - 456 - YE	SDR	8 750 000	0.186870262
1095	Al-Mahara Rural Development Project	IFAD	UNOPS	HC	09 Dec 99	26 Jul 00	31 Mar 08				0.999871467
1095	Al-Mahara Rural Development Project	IFAD	UNOPS	HC	09 Dec 99	26 Jul 00	31 Mar 08	L - I - 528 - YE	SDR	8 900 000	0.105850293

Note: HC = Highly Concessional

## LOGICAL FRAMEWORK

Narrative Summary	Performance Indicators	Means of Verification	Assumptions
<p><b>Project Goal:</b> Food security enhanced; family incomes raised above the poverty line; and standards of living and development participation improved for small farmer households and village communities in rural Dhamar.</p>	<p>Poverty head count reduced with rise in household productivity and incomes. Prevalence of chronic malnutrition among children of less than five years of age reduced. Community, women and farmer groups established and active in civic and development affairs.</p>	<p>Periodic Government socio-economic and poverty studies; health/welfare survey. Rapid nutrition surveys at benchmark; mid-term and completion evaluations. Project baseline review data and periodic household, farm and community follow-up surveys and case studies. Records of group formation and minutes/reports of their activities.</p>	<p>Macroeconomic policies and political factors remain stable and favour devolution of local administration and continued market liberalization.</p>
<p><b>Development Purposes:</b> To empower communities, including women and the poor, to mobilize and organize themselves to participate in, and gain benefit from, community-based development planning and project execution.</p>	<p>Numbers of groups/societies formed and registered, and of target group members. Activities and achievements of groups.</p>	<p>Surveys and studies as above, plus: registration agency records; and annual stakeholder feedback workshops.</p>	<p>Committed community members come forward to manage development efforts.</p>
<p>Remove critical infrastructural and social service obstacles to productivity and advancement.</p>	<p>Numbers of works planned, approved for assistance, executed and operating. Work burden/inconvenience reduced. Numbers, attendance and graduation in classes, training sessions and courses.</p>	<p>Project and component reports. Contracts tendered, issued and fulfilled. Reports of facility management bodies. Semi-annual donor and project performance Review/improvement sessions. Reports of contracts/contractor agencies.</p>	<p>Communities are able to establish institutions to organize community infrastructure works. Cooperation from other departments (health, education, etc.) for financing operations is forthcoming.</p>
<p>Equip and support farming households with a view to increasing their output to enable them to secure basic food supplies, produce marketable surpluses, and to pursue income-generating opportunities.</p>	<p>Quantities of staple foods production and produce marketed by household, volume/value Changes in cropping patterns, intensity and yields</p>	<p>Records of offtake, production, sales and revenues from District, Agricultural Office and market statistics. Quarterly, bi-annual and annual project M&amp;E/management information system (MIS)/reports.</p>	<p>No serious adverse weather conditions. Market prices are favourable. New extension/technical back-up arrangements established and effective.</p>
<p>Provide a local administrative platform integrated with the district and governorate structure for effective, sustainable development implementation with autonomy, transparency, accountability and effectiveness.</p>	<p>PSC and PMO established and staff appointed. Project operations systems in place. Budget and funds flows assured. District and governorate institutions tied in and operating more effectively.</p>	<p>Minutes/reports of PMO and Planning, Development and Finance Committee meetings. Supervision reports. Accounts and audit reports.</p>	<p>Government and governorate support for project management approach and operating systems – and line agency cooperation.</p>



## Logical Framework – (continued)

Intervention Logic	Verifiable Indicators	Means of Verification	Important Assumptions
<b>OUTPUTS:</b> <b>Community Development</b> Existing groups strengthened and new organizations formed and trained in management competence. Women's/deprived groups enabled to take up literacy training and income-generating and commercial enterprises. Crucial social infrastructure provided and basic social facilities, amenities and services ensured.	Numbers and types of organizations active, trained and rendered viable. Number of proficient officers/members Number of water supplies, access road improvements, schools, clinics implemented and operative Number of enterprises started by women and running satisfactorily	As above, plus: society records, minutes of meetings training reports contract progress documentation MIS and M&E reports business reports and accounts village extension leader (VEL)	As above, plus: Governorate and district support and agency cooperation
<b>Agricultural and Livelihood Development and Environment</b> Productive and profitable small farms organized in associations and given effective husbandry and management advice and technology information.	Number of operative village extension leaders Number of extension staff oriented/trained Numbers/types of farms showing increased output and margins Trends in cropping, stocking, intensities/yields Number of existing enterprises improved New enterprises studied, feasible and starting up	Village animal health leader (VAHL), extension agent and manager records Farm sample case studies Training course records Enterprise reports and accounts Market centre throughput and price records Loan performance records	Community members come forward to train as village extension workers. AIO extension staff respond positively to performance-based management approach and performance is improved.
New irrigation facilities provided and efficiency of groundwater use improved.	Number of dams and other irrigation structures studied, built and operative Number of WUAs operational Number, performance and impact of irrigation advisers and village irrigation leaders	Design/construction contracts	
Marketing understanding and capability expanded; new markets explored; facilities improved; information supplied; producer/trader links formed; and new enterprise funding facilitated and technically supported.	Marketing associations/links set up and marketing improvements operative Volumes marketed and values	Spot surveys or local official statistics	
Environmental/conservation groups supported; water supply dams built; reforestation and terrace renovation works undertaken	Areas of trees planted and maintained Lengths/areas of terrace repaired Erosion protection measures taken		
Greater access to credit through innovative credit delivery mechanisms linked to a sustainable source of finance in the form of a restructured CACB	Number of savings/credit groups, formal groups and cooperatives operative Amounts in accounts and trends Loan portfolio growth; repayment; recovery Drop-out rates; trends and reasons Number of new enterprises established and supported by business services	Association records and reports Bank records for schemes Credit agreement; biannual and annual progress reports Accounts/records of assisted firms	Lending criteria flexible and rates and terms attractive





### Logical Framework – (continued)

Intervention Logic	Verifiable Indicators	Means of Verification	Important Assumptions
<b>Project Implementation</b> Effective management of implementation, including service provision, dissemination of information and financial control	TA to management and PMO in post-service provision-systems/contracts operative Progress reports correspond to plans and budgets	Management meeting minutes Contract records Quarterly financial statements Biannual finance check and annual external audits	Suitable candidates recruited Probity and transparency of operations
<b>ACTIVITIES</b> <b>Community Development</b> Deployment, training of community organizers	Numbers/calibre of staff appointed, trained and operational	As above, plus: course/session records	As above, plus: communities' conviction and support maintained.
Participatory planning and elaboration of village development plans	Number of village planners coming forward for training Number of meetings/participatory rural appraisal and village planning exercises conducted and outcomes		
Training; capacity-building of organizations	Number of groups/people trained	Training agency contracts Class attendance/achievement record	
Establishment of multi-service centres		Construction contract documents	
Literacy and life-skills training set up and Operational with WFP support	Number of literacy trainees	WFP distribution records	
Planning and funding of community infrastructure	Number and quality of infrastructure schemes completed by communities/contractors Numbers/amount of food aid supplied	Case studies and impact surveys Contract and grant/loan documents	

## Logical Framework – (continued)

Intervention Logic	Verifiable Indicators	Means of Verification	Important Assumptions
<b>Agricultural and Livelihood Development and Environment</b> TA for extension needs assessment			
Training and deployment of VELs, VAHLs	Number of village extension leaders Number/calibre of extension staff operational	PMO/MIS Personnel records	Active involvement by farmers/groups
Training and demonstration for farmers groups	Numbers trained, demonstrations held	Course/session reports	
Extension/advice, troubleshooting, back-up provided	Amount and quality of data disseminated Number of training sessions provided, numbers participating and results/achievements	Training agency contracts; feedback	
Radio programmes recorded and broadcast	Number/feedback on programme listening	Papers; articles published; broadcasts	Sound opportunities emerge
Varietal trials for legumes/sorghum landraces and subsequent transfer of technologies	Number of farmers participating in legume variety improvement/potato extension Number of vaccinations/treatments	Minutes of meetings and negotiations	Training needs confirmed
Studies facilitation of funding for farm sub-projects	Number/areas; dams and other irrigation	Grant/loan documentation	
Construction of dams and other irrigation facilities	Number of irrigation advisers and adoption of piped conveyance systems	Project management reports	Goodwill and endeavour of agencies and enterprises concerned
TA/training for more efficient groundwater use	Number and performance of farmers participating in on-farm irrigation research, and number of village irrigation leaders operative	Operating agency reports; accounts Service and supply contracts Design/construction documents	
TA/training for on-farm research on improved irrigation practices		Work/supervision reports	
Capacity-building: farmer/marketing groups and training in marketing improvements – potato stores	Number/type of marketing associations and links formed; funds accessed and marketed volumes increased		Private sector cooperation obtained
TA/consultancy in income diversification, marketing and restructuring of AIO	Number and performance of service contracts and TA inputs		
Conservation support: terraces, reforestation, grazing rehabilitation, <i>wadi</i> bank protection with WFP food for work assistance	Numbers/areas: terrace repairs, planting, grazing rehabilitation, <i>wadi</i> bank protection and numbers of farmers involved	Case studies and surveys	
Establishment of SCAs and formal groups accessing credit	Number/performance of SCAs and formal groups accessing credit and repayment	Loan records and accounts	Loan discipline improved
Provision of line of credit to finance farm and non-farm investments	Number of clients for business advice		Practicable, flexible lending criteria and terms agreed
Investment fund established for capital grants	Number of borrowers receiving capital grants and total amount		

6



### Logical Framework – (continued)

Intervention Logic	Verifiable Indicators	Means of Verification	Important Assumptions
<b>Project Implementation</b>			
PMO, National Strategy Panel and PSC setup	Structure; resources; systems in place/active	Employment contracts and operating procedure manuals	Positive attitude of agencies, local authorities and service providers
Operating and administration systems set up Service contracting set up and supervised	Records/minutes of working relationships with agencies and service providers	Register of cooperating partners and consultants	
Service requests and proposals appraised/approved	Numbers, types and approval rate of service requests and proposals in village development plans	Service provision agreements	
Workshops, studies, surveys for M&E arranged			
Vehicles, equipment, supplies and training for PMO and field offices	Records of procurement, delivery, installation	Component management reports	No inordinate delays/complications in funding
International/national TA and experts contracted for all technical and management matters	Number of and feedback from courses/sessions TA contracted	MIS and assignment records	

## QUANTITATIVE INPUTS, TARGETS AND KEY PROJECT FACTORS

Objectives			Instruments			Incremental Benefits					
<p>1. The project's goal is to enhance family food security for subsistence farmers, raise incomes and improve the living conditions and development participation of small farm households and village communities in Dhamar.</p> <p>2. Subsidiary objectives are to:</p> <p>(a) empower communities, including women and the poor, to mobilize and organize themselves to participate in, and gain direct benefit from, development planning and project execution;</p> <p>(b) remove critical infrastructural and social (health and educational) constraints to productivity and advancement; and</p> <p>(c) equip and support farming households with a view to enhancing their output to enable them to secure basic food supplies, produce marketable surpluses and pursue income-generating opportunities.</p>			<p>The main instruments to be used in the implementation of components are as follows:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• deployment, training of community organizers;</li> <li>• training, capacity-building of organizations;</li> <li>• literacy and life-skills training set up and operative with WFP support;</li> <li>• planning and funding of community infrastructure;</li> <li>• training and demonstrations for farmers, VELs, VAHLs;</li> <li>• extension/advice, troubleshooting, back-up provided;</li> <li>• construction of dams and other irrigation facilities;</li> <li>• capacity-building of farmer/marketing groups;</li> <li>• conservation support for terraces, grazing rehabilitation, etc.;</li> <li>• establishment of SCAs; and</li> <li>• provision of credit for financing farm and non-farm investments.</li> </ul>			<p>Incremental benefits at full development:</p> <p>Incremental return to labour at project year (PY) (/day)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Traditional irrigation 911</li> <li>• Modernized irrigation 1946</li> </ul> <p>Project beneficiaries (households)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Direct 26 057</li> <li>• Community infsr. 17 000</li> <li>• Literacy 700</li> <li>• Rural finance 4 825</li> <li>• Cattle improvement 108</li> <li>• Irrigation 2 874</li> <li>• Coffee development 210</li> <li>• Natural resources management 340</li> <li>• Indirect 29 575</li> </ul> <p>Net economic return (USD/household)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• At PY5 159</li> <li>• At full development 265</li> </ul>					
PROJECT COSTS			FINANCING			BENEFICIARIES			ECONOMIC/FINANCIAL ANALYSIS		
<b>COMPONENTS</b>	<b>USD million</b>	<b>% Base Costs</b>		<b>USD million</b>	<b>%</b>	<p>Project activities will be targeted at 26 000 households. Women will have access to better services, training and credit</p>			<p>Economic IRR (%)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Project as a whole 14.2</li> </ul> <p>Project cost per household (USD/household)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Project as a whole 871</li> <li>• Community infsr. 509</li> <li>• Rural finance 172</li> <li>• Irrigation dev. 1 048</li> <li>• Marketing 4 855</li> <li>• Literacy and life-skills training 3 293</li> </ul>		
A. Community Development	7.66	38	IFAD	14.0	62						
B. Agriculture and Livelihood Development and Environment	7.12	35	WFP	4.36	19						
C. Inst. Support, TA and Training	4.00	20	Government	1.49	7						
D. Project Management	1.29	6	Beneficiaries	0.63	3						
E. Contingencies	2.59	13	Netherlands	2.16	10						
<b>Total including contingencies</b>	<b>22.66</b>	<b>113</b>	<b>Total</b>	<b>22.6</b>	<b>100</b>						





## SUMMARY COST AND FINANCING TABLES

**Table 1: Components by Financiers**

	Government		IFAD		WFP		The Netherlands		Beneficiaries		Total		Foreign Exchange	Local (Excl. Taxes)	Duties & Taxes
	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%			
<b>A. Community Development</b>															
1. Participatory planning and community institutions building	3 418	5.0	64 934	95.0	-	-	-	-	-	-	68 352	0.3	41 011	23 923	3 418
2. Literacy and life-skills training	12 361	0.5	357 605	15.5	1 938 028	84.0	-	-	-	-	2 307 994	10.2	1 047 104	1 248 529	12 361
3. Community infrastructure	267 309	4.3	5 178 082	82.3	317 034	5.0	-	-	526 169	8.4	6 288 594	27.8	2 707 312	3 313 973	267 309
<b>Subtotal Community Development</b>	<b>283 088</b>	<b>3.3</b>	<b>5 600 621</b>	<b>64.6</b>	<b>2 255 062</b>	<b>26.0</b>	-	-	<b>526 169</b>	<b>6.1</b>	<b>8 664 940</b>	<b>38.2</b>	<b>3 795 427</b>	<b>4 586 425</b>	<b>283 088</b>
<b>B. Agriculture and Livelihood Development and Environment</b>															
1. Extension and technology transfer	74 141	3.4	573 540	26.1	1 053 974	47.9	496 586	22.6	-	-	2 198 241	9.7	820 397	1 303 703	74 141
2. Irrigation development	168 381	5.5	2 912 331	94.5	-	-	-	-	-	-	3 080 711	13.6	1 309 905	1 602 425	168 381
3. Natural resources management	21 804	1.3	593 144	35.5	1 053 882	63.2	-	-	-	-	1 668 830	7.4	797 531	849 496	21 804
4. Marketing	11 172	5.0	212 262	95.0	-	-	-	-	-	-	223 434	1.0	134 060	78 202	11 172
5. Improved rural financial services	-	-	740 704	87.8	-	-	-	-	102 511	12.2	843 215	3.7	-	843 215	-
<b>Subtotal Agriculture and Livelihood Development and Environment</b>	<b>275 497</b>	<b>3.4</b>	<b>5 031 981</b>	<b>62.8</b>	<b>2 107 856</b>	<b>26.3</b>	<b>496 586</b>	<b>6.2</b>	<b>102 511</b>	<b>1.3</b>	<b>8 014 431</b>	<b>35.4</b>	<b>3 061 894</b>	<b>4 677 041</b>	<b>275 497</b>
<b>C. Institutional Support, TA and Training</b>	<b>186 569</b>	<b>4.1</b>	<b>2 672 767</b>	<b>59.1</b>	-	-	<b>1 664 733</b>	<b>36.8</b>	-	-	<b>4 524 069</b>	<b>20.0</b>	<b>646 246</b>	<b>3 691 254</b>	<b>186 569</b>
<b>D. Project Management</b>	<b>743 989</b>	<b>51.2</b>	<b>709 233</b>	<b>48.8</b>	-	-	-	-	-	-	<b>1 453 222</b>	<b>6.4</b>	<b>278 137</b>	<b>1 095 006</b>	<b>80 079</b>
<b>Total Disbursement</b>	<b>1 489 143</b>	<b>6.6</b>	<b>14 014 602</b>	<b>61.9</b>	<b>4 362 918</b>	<b>19.3</b>	<b>2 161 319</b>	<b>9.5</b>	<b>628 680</b>	<b>2.8</b>	<b>22 656 663</b>	<b>100.0</b>	<b>7 781 704</b>	<b>14 049 726</b>	<b>825 233</b>



Table 2: Expenditure Accounts by Financiers

	Government		IFAD		WFP		The Netherlands		Beneficiaries		Total		Foreign Exchange	Local (Excl. Taxes)
	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%		
<b>I. Investment Costs</b>														
A. Civil works	296 439	5.0	5 539 533	93.4	-	-	-	-	92 811	1.6	5 928 783	26.2	2 371 513	3 260 831
B. Vehicle	42 125	20.0	168 499	80.0	-	-	-	-	-	-	210 624	0.9	168 499	-
C. Equipment and materials	169 643	5.0	3 223 212	95.0	-	-	-	-	-	-	3 392 855	15.0	2 035 713	1 187 499
D. Food rations	0	-	-	-	4 362 918	100.0	-	-	-	-	4 362 918	19.3	2 181 459	2 181 459
E. Grant to support the line of credit	-	-	192 801	100.0	-	-	-	-	-	-	192 801	0.9	-	192 801
F. Local/regional TA, studies & workshops	0	-	703 215	100.0	-	-	-	-	-	-	703 215	3.1	140 643	562 572
G. International TA	-	-	45 795	100.0	-	-	-	-	-	-	45 795	0.2	45 795	-
H. Unskilled labourers	-	-	192 025	30.7	-	-	-	-	433 358	69.3	625 382	2.8	-	625 382
I. Studies and workshops	0	-	258 802	100.0	-	-	-	-	-	-	258 802	1.1	155 281	103 521
J. Contractual services for international NGOs	240 147	10.0	-	-	-	-	2 161 319	90.0	-	-	2 401 466	10.6	240 147	1 921 173
K. Contractual services for government agencies	0	-	392 088	100.0	-	-	-	-	-	-	392 088	1.7	19 604	372 483
L. Credit line	-	-	547 903	84.2	-	-	-	-	102 511	15.8	650 414	2.9	-	650 414
<b>M. Training</b>														
1. Staff training	0	-	372 898	100.0	-	-	-	-	-	-	372 898	1.6	37 290	335 608
2. Farmers training	0	-	1 261 685	100.0	-	-	-	-	-	-	1 261 685	5.6	63 084	1 198 601
<b>Subtotal Training</b>	<b>0</b>	<b>-</b>	<b>1 634 583</b>	<b>100.0</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 634 583</b>	<b>7.2</b>	<b>100 374</b>	<b>1 534 209</b>
<b>Total Investment Costs</b>	<b>748 353</b>	<b>3.6</b>	<b>12 898 454</b>	<b>62.0</b>	<b>4 362 918</b>	<b>21.0</b>	<b>2 161 319</b>	<b>10.4</b>	<b>628 680</b>	<b>3.0</b>	<b>20 799 726</b>	<b>91.8</b>	<b>7 459 028</b>	<b>12 592 344</b>
<b>II. Recurrent Costs</b>														
A. Salaries	382 800	38.3	616 999	61.7	-	-	-	-	-	-	999 799	4.4	-	949 809
B. Allowances	138 849	43.5	180 497	56.5	-	-	-	-	-	-	319 347	1.4	-	319 347
C. Operation and maintenance	219 140	40.7	318 652	59.3	-	-	-	-	-	-	537 792	2.4	322 675	188 227
<b>Total Recurrent Costs</b>	<b>740 789</b>	<b>39.9</b>	<b>1 116 148</b>	<b>60.1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 856 937</b>	<b>8.2</b>	<b>322 675</b>	<b>1 457 383</b>
<b>Total Disbursement</b>	<b>1 489 143</b>	<b>6.6</b>	<b>14 014 602</b>	<b>61.9</b>	<b>4 362 918</b>	<b>19.3</b>	<b>2 161 319</b>	<b>9.5</b>	<b>628 680</b>	<b>2.8</b>	<b>22 656 663</b>	<b>100.0</b>	<b>7 781 704</b>	<b>14 049 726</b>

## ORGANIZATION AND MANAGEMENT

1. Project financing and expenditure will fall outside the control of the governorate budget, as currently required by the Ministry of Planning and Development and the Ministry of Finance. This situation will, however, be reviewed during the course of the mid-term review (MTR).

### A. Management and Coordination

#### Management

2. Responsibility for coordinating the planning and implementation of project activities will be entrusted to a small, autonomous PMO that will report directly to the PSC. Implementation activities will be contracted out to the extent possible. The PMO will work closely with the governorate administration, District Local Councils and specialist committees. The procedures established by PMO for implementation planning, financial management and for monitoring will provide a model for the arrangements to be followed by the governorate and districts to ensure effective use of the budgetary resources available to them. By maintaining close working relations with the governorate and district administrations, the PMO will play an important part in building up the capacity of local administrations. The future of PMO after project completion will be determined in line with the decentralization process.

3. The PMO will be headed by a project manager with a small core staff of professionals. All staff will be Yemeni nationals recruited through a competitive selection process from the public or private sectors and employed on yearly contracts renewable on the basis of good performance, with provision for bonuses. These will be temporary arrangements pending the reform of civil service procedures. Priority will be given to women candidates in the selection process so as to ensure that at least two of the PMO professional posts and/or technical advisory group positions are filled by women. To ensure adequate monitoring of project activities, the PMO will operate three field offices (Wusab Al-Ali, Utmah and Jabal Al-Sharq) staffed by a field manager and field officer, one of whom should be a woman.

4. The PMO will be assisted by a local technical advisory group composed of experts in community development, agriculture, extension, engineering and gender matters. The latter expert will assist the PMO in developing the project's gender equity strategies.

5. Implementation of project activities will be effected through competent specialized agencies, within the public or private sectors, on yearly contracts renewable subject to good performance.

#### Coordination

6. **Project Steering Committee.** A PSC will be established at Dhamar to provide strategic and policy guidance with regard to project implementation. The PSC, which will be chaired by the Minister for Agriculture and Irrigation, will be composed of the Governor and General-Secretary of the Governorate, Local Councils, representatives of ministries/agencies involved in project implementation (Ministries of Planning and Development, Finance, Agriculture and Irrigation, etc.) and the project manager. Representatives of the Government of The Netherlands, WFP and IFAD will participate in the PSC as observers.

7. **Project Coordination Committees.** A Project Coordination Committee (PCC) will be established in each district, chaired by the respective District General Manager. Membership of the PCC will comprise the General-Secretary of the respective District Councils, the heads of the districts' three specialist committees, the district field managers, and community development facilitators. These committees will ensure the efficient implementation of project activities, resolve

implementation constraints at the district level, ensure coordination between activities implemented under the project and other activities being carried forward in the district, and monitor project performance.

## **B. Implementation Arrangements and Responsibilities**

8. The project will be implemented over a period of seven years. Start-up is expected to be slow as considerable lead time will be required to contract the service providers, particularly the international NGO and TA staff. Project Years 2 and 3 will be considered as the pilot phase for most activities, e.g. development of the participatory planning approach and of links with District Council procedures; reassessment of the extension approach; testing of new credit delivery mechanisms through SCAs and other formal groups; and assessment of the interest and responsiveness of communities to environmental protection, etc. These interventions will be reviewed during the MTR exercise, when it will be decided whether or not to replicate innovative approaches on a wider scale or to modify the project design.

9. **Participatory development.** An international NGO will be contracted through competitive bidding to implement the community participation and institution-building activities. This NGO will be responsible for developing a cost-effective, replicable methodology for participatory planning and development, and for building up local capacity through the creation of a local NGO or a local chapter of its own organization. It will employ men and women community development facilitators to increase community awareness, catalyse the development process and build up the capacity of community institutions.

10. **Literacy programme.** Experts will be contracted to implement the literacy and life-skills training programme. In view of the links between the literacy programme and access to credit through the SCAs, the Women's Economic Empowerment Association (WEEA) will identify suitable teachers from within the community and help women to form literacy groups. An international NGO, in cooperation with WEEA or other NGOs, will also help in the establishment and the operation of SCAs.

11. **Community infrastructure.** Implementation of the community infrastructure activities will be contracted out to the Social Fund for Development (SFD), which will follow its own procedures in the selection and implementation of microprojects. SFD will be responsible for designing structures, contracting and supervising contractors (where required) and, ultimately, for the contractors' quality of work. The majority of microprojects will involve simple structures, e.g. drinking water cisterns. These works will be implemented directly by the communities involved, which will also be responsible for contracting any hired labour and/or equipment services required. SFD will be paid a management fee, as a percentage of the investment cost of the works, to cover design and supervision costs.

12. **Agriculture programmes.** AIO, Dhamar, will be responsible for managing all agricultural production-related activities under the project, with the exception of the adaptive research and varietal trials which will be contracted out to the Agricultural Research and Extension Authority (AREA). AIO will engage specialists to provide training and support on specialist crops/activities, e.g. coffee and bee-keeping. A specialized organization, such as the Utmah Environmental Protection Association, may also be engaged to support the natural resources management activities.

13. **Irrigation development.** The Construction Department of AIO will be responsible for implementing the irrigation infrastructure activities and for training irrigation advisers on piped conveyance systems. AIO will compare the dams and irrigation facilities requested during the village planning process with its own list of potential dam projects in order to ensure conformity with the selection criteria established for the project. Priority will be given to projects located in village units



where participatory planning has taken place. Once the dam/irrigation projects have been agreed with the PMO, AIO will take full responsibility for their design, implementation and supervision. AIO will be paid a management fee, as a percentage of the investment costs of the works, to cover design and supervision costs. The Water Resource Research Division of AREA will conduct the on-farm research on improved irrigation practices.

14. **Marketing.** As support for marketing will require a commercial approach, business management advisers and marketing/storage consultants will be sought from the private sector.

15. **Development of SCAs.** WEEA will be entrusted with developing SCAs. For coordination purposes, it is proposed that WEEA should be sub-contracted by the international NGO as both organizations will be working with the same communities. SCAs of up to 40 women will be formed and, in the first instance, will accumulate savings for a few months only. The savings thus generated will be matched by an equity grant from the project (not exceeding a grant/equity ratio of 3:1). The SCAs will then begin to provide loans to their members, once having determined all the parameters of the credit transaction. After a period not exceeding two years, the SCAs will become eligible for loans from the agent bank, as long as they have achieved a repayment rate of 100%. SCA savings will be deposited into an interest-bearing account with the agent bank as a guarantee of the loans it has extended to the SCAs. The ratio of the loans to the financial resources of the SCAs (savings, equity grant and surplus) should not exceed 2:1 for first loans but may increase over time.

### C. Participatory Arrangements

16. The project will be implemented through a flexible, participatory, process-oriented approach whereby project design will be revised, adjusted and improved on the basis of lessons learned from implementation experience. Annual stakeholder review workshops and a system of ongoing process evaluation will facilitate this process.

17. All activities implemented under the project will be demand-driven and based on community-level participatory planning. During this process, all community members will be involved in preparing a profile of village resource bases and social composition, and in analysing constraints, identifying opportunities and prioritizing needs with a view to formulating village development plans. Separate exercises will be carried out with women to ensure that they are fully involved in the participatory planning process. Volunteers from the communities (equal numbers of men and women) will be trained as village planners to mastermind this process. The communities will be assisted to form committees and user groups for the implementation and management of activities.

### D. Monitoring and Evaluation

18. The PMO will be responsible for monitoring the physical and financial progress of the project and for ongoing evaluation. The aim of the latter activity will be to validate the appropriateness of project design on a continuing basis, thereby making it possible to introduce modifications in line with changing needs and opportunities. The project will be monitored and evaluated from the perspective of input, output and impact. A set of key output and impact monitoring indicators (as given in Appendix III) will be developed for the various project activities. To the extent that it is relevant and possible, monitoring data against these indicators will be disaggregated by gender. In addition, monitoring of the IFAD, The Netherlands and WFP-assisted activities and project reporting requirements will be harmonized.

19. The project manager and the M&E officer will be closely involved in preparing AWP/Bs, following which both officers will perform systematic and regular financial monitoring against the relevant AWP/Bs. A computerized MIS system will be developed to track project progress and performance; the use of PromIS, currently being developed by IFAD, will be adopted in due course.



The implementing agencies will provide regular progress reports on their activities and the M&E officer will compile annual reports that analyse project performance and highlight issues as a tool for improving project management.

20. **Participatory M&E.** The project will establish procedures for the communities to evaluate their own performance. This will be ensured through: (a) regular review meetings in each village/village unit, during which the community concerned will assess progress made in implementing activities under the village development plan, and identify constraints and seek solutions thereto; and (b) annual review and planning workshops in each district, which will provide a forum for reviewing project design and performance with PMO staff and District Local Council representatives and for deciding on modifications required.

21. Part of the participatory M&E exercise will be devoted to women's focus groups so as to ascertain the extent of women's participation in project activities; constraints faced; benefits gained; unmet aspirations; and impact on their status within the family and involvement in community affairs.

22. **Environmental monitoring.** Provision will be made for environmental monitoring. Reporting will be qualitative as opposed to quantitative, so as to give an idea of how 'environmental' community groups are proceeding and of what has been learned with regard to terrace renovation and grazing rehabilitation. Whenever possible, an attempt will be made to understand, enhance and influence environmental policy at the national level and to strengthen institutional capacity to intervene on natural resources management issues at the local level.

23. **Impact evaluation.** The PMO will engage the services of a qualified agency to undertake a baseline survey to establish the situation of households and communities prior to their involvement in the project. Based on the survey, the PMO will firm up the impact indicators to be used and carry out regular impact monitoring. A small sub-set of baseline households will constitute a panel, which will be followed-up on an annual basis to record both their activities and progress and the impact that the project has had on their lives. Within this process, particular emphasis will be placed on seeking the views of women regarding their participation in project activities.

24. **Thematic/diagnostic studies.** Provision will be made for ad hoc, interim thematic/diagnostic studies to investigate, review or evaluate specific aspects of project implementation with a view to improving the quality of project interventions.

### **E. Dynamic Project Planning Process**

25. A dynamic planning and implementation process will be established by the project to assist in adapting to changing circumstances. This process, key elements of which will be the logical framework and the AWP/Bs, will serve to ensure that project activities are responsive to needs and to keep abreast of implementation performance. The annual planning cycle will comprise the four sequential steps outlined below.

- (a) **Planning**, with the AWP/Bs defining activities, targets, outputs and inputs in line with the objectives outlined in the logical framework. Activities will, in turn, be derived from the village development plans developed with communities through the participatory planning process, thereby ensuring that they reflect the needs and aspirations of communities.
- (b) **Monitoring**, which will be impact-oriented to ensure the efficiency and continuing relevance of project activities. This will involve early detection of warning signals and, wherever necessary, allow for modifications in project design.

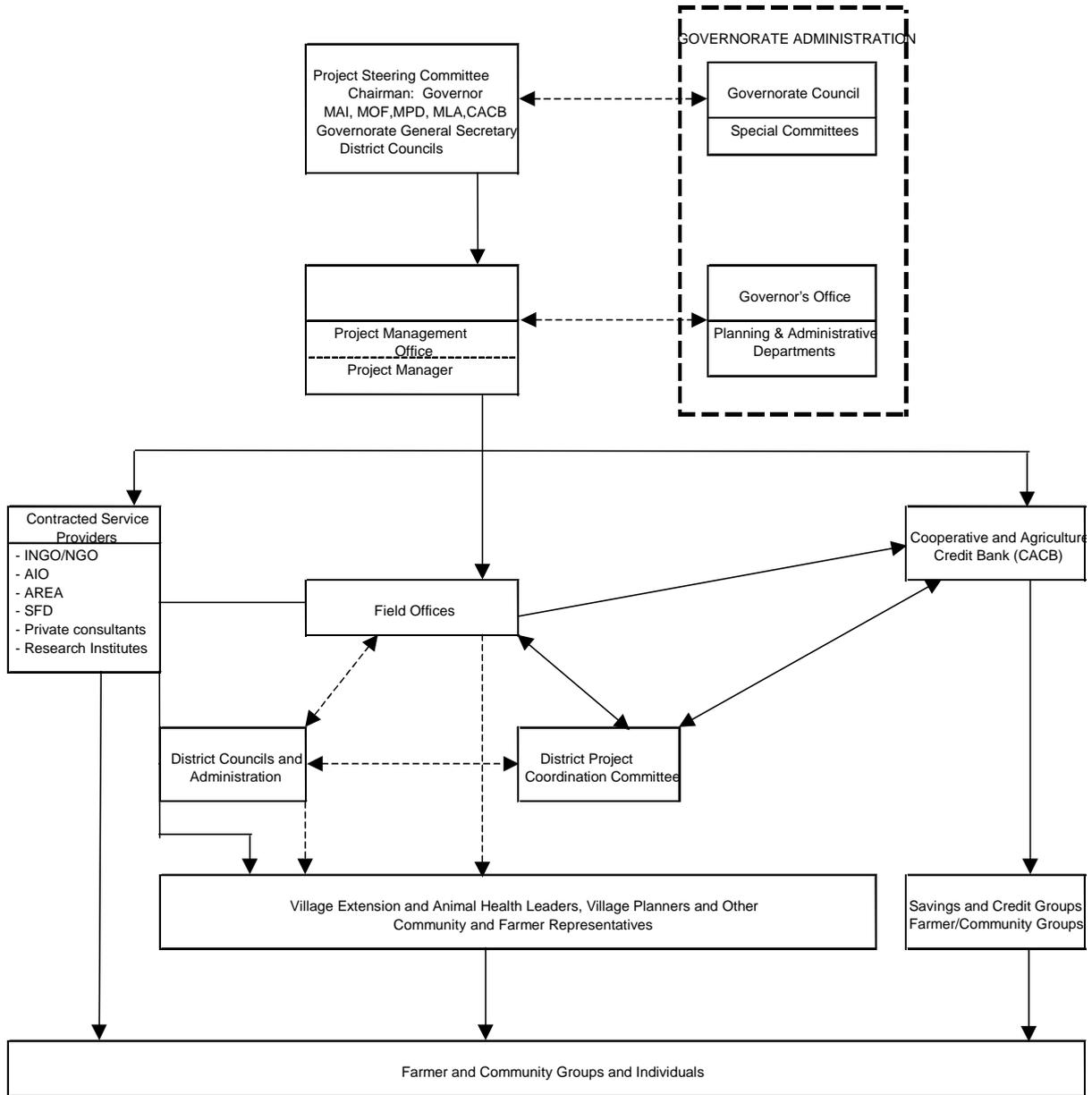


APPENDIX VI

- (c) **Feedback and reality check** through a series of community, district- and inter-district level and inter-country workshops. These workshops will provide fora for evaluating the adequacy of project design to continue meeting the needs of communities and assessing implementation performance. They will also provide opportunities for disseminating best practices for integration into project design and implementation.
  
- (d) **Fine-tuning of project design:** information obtained during previous stages will form the basis of future planning. This will allowing for fine-tuning of project design, including modifications to the logical framework to bring it into line with changing circumstances and implementation experience.



ORGANIGRAMME



**Key:**  
—> line of command/delivery of services  
- - -> coordination

## FINANCIAL AND ECONOMIC ANALYSIS

### A. Financial Analysis

1. Detailed financial analyses have been undertaken for a range of activities to test the feasibility of the proposed interventions at the farm/enterprise level. All proposed interventions are expected to yield attractive financial returns, especially bee-keeping, establishment of coffee production facilities and storage facilities. These analyses indicate that the way forward for rainfed farmers is to invest in additional activities to generate further income or to sow part of their cropland to coffee instead of low-value sorghum. In this regard, access to credit and food assistance will enable poor farmers to take advantage of such opportunities.

2. **Farm models.** Six representative farm models have been developed to reflect the incremental incomes to be expected from project interventions, involving a combination of crop and livestock activities representative of the different farming systems. Details of the farm models are summarized in the table below. For the rainfed models, the most significant source of increased income is improved livestock. For sharecroppers, significant income increases could be achieved by investing in bee-keeping, even in one hive only.

#### Farm Models

Farm Model	Project Interventions	Results
Montane plains and semi-arid terraces	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Improved rainfed sorghum and legume production</li> <li>▪ Increased legume production</li> <li>▪ Improved cattle production</li> <li>▪ Investment in sheep flocks</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Income increased by 93%</li> <li>▪ Return to labour – YER 446/day</li> </ul>
Montane plains-irrigated farms	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Improved sorghum, alfalfa and vegetable production</li> <li>▪ Benefits of potato storage</li> <li>▪ Improved cattle production</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Income increased by 119%</li> <li>▪ Return to labour - YER 1 185/day</li> </ul>
Semi-tropical <i>wadis</i> and irrigated terraces	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Improved rainfed sorghum production</li> <li>▪ Improved irrigated banana production</li> <li>▪ Establishment of coffee production</li> <li>▪ Improved cattle and sheep production</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Income increased by 166%</li> <li>▪ Return to labour – YER 480/day</li> </ul>
Eastern arid highlands-rainfed and pastoral	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Improved rainfed sorghum and legume production</li> <li>▪ Increased legume production</li> <li>▪ Improved cattle and sheep production</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Income increased by 83%</li> <li>▪ Return to labour – YER 455/day</li> </ul>
Mountain highlands-rainfed terraces	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Improved sorghum production</li> <li>▪ Introduction of lentil production</li> <li>▪ Improved cattle and sheep production</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Income increased by 111%</li> <li>▪ Return to labour – YER 475/day</li> </ul>
Mountain highlands – sharecropper	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Investment in bee-keeping (1 hive)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Income increased by 190%</li> <li>▪ Return to labour – YER 714/day</li> </ul>

### B. Economic Analysis

3. The economic viability of the project has been analysed over a period of 20 years. The activities that provide social benefits but which are difficult to quantify, e.g. community infrastructure, literacy, building up the capacity of local administration, etc., have been excluded from the analysis. While the costs of capacity-building and community development, net of taxes and transfers, have been included, these interventions will also produce unquantifiable benefits that will extend in time and scope well beyond the life of the project. An import parity price for sorghum, an opportunity cost for labour of 0.5 and a standard conversion factor of 0.9 for other non-traded goods were used to adjust financial prices.

4. The rate of return of the overall project is estimated at 14.2%. If costs increase by 10%, the EIRR will fall to 11.3% and if benefits decline by 10% the rate of return will fall to 11.1%. With a one-year delay in benefits, the rate of return will fall to 10.8%.